

10^e
édition

Concours international de plaidoiries pour les droits de l'Homme de Mauritanie

مسابقة المحكمة الصورية الدولية لحقوق
الإنسان في موريتانيا



Judi 21 décembre 2023
Palais de Justice, Nouakchott

الخميس 21 ديسمبر 2023
نواكشوط

Les propos tenus dans le présent ouvrage sont le fruit de l'expression des avocats en compétition et ne sauraient être considérés comme le reflet d'opinions des organisateurs ou partenaires du Concours international de plaidoiries pour les droits de l'Homme de Mauritanie, et à ce titre n'engagent pas leurs responsabilités.

Remerciements

Responsables de publication : Nicole Ameline et Fiona Schnell
Institut international des droits de l'Homme et de la paix

Mise en page : Eve Mesnil Letellier
Institut international des droits de l'Homme et de la paix

Relecture : Clémence Bisson et Eve Mesnil Letellier,
Institut international des droits de l'Homme et de la paix

Impression : Crea Communication, Ilot Z 0023 / BP: 3304 - Nouakchott - Mauritanie
Tél. : +(222) 45 25 66 85 - Fax : +(222) 45 25 53 56
E-mail : contact.creacom1@gmail.com
www.creamauritanie.net

L'Institut international des droits de l'Homme et de la paix et l'Ordre National des Avocats de Mauritanie organisent la dixième édition du Concours international de plaidoiries pour les droits de l'Homme jeudi 21 décembre 2023 à Nouakchott, sous le haut patronage du Ministère de la Justice de Mauritanie et avec le soutien de l'Ambassade de France en Mauritanie et du programme PARJ (Programme d'appui à la réforme de la justice en Mauritanie) de l'Union Européenne.

10^e Concours international de plaidoiries pour les droits de l'Homme de Mauritanie

**Judi 21 décembre 2023
Palais de Justice de Nouakchott**

Table des matières

« Les larmes de Malka »

Me Nadia FALFOUL7

« Une douleur sempiternelle »

Me El Housseine MEILECK 15

« Halte ! Japon »

Me Ilega Ibrahim GARANDI21

« Babar »

Me Mariem KLOUZ27

« Abdoul, la farce obscure de la peau claire »

Me Mahunan Rodrigue DAVAKAN.....31

« Où est mon droit à la vie ? Où est mon droit à la défense ? Où est mon droit à la justice ? »

Me Lakhdari CHAHRAZAD.....37

« Kirill, prisonnier de guerre à perpétuité »

Me Clémence COTTINEAU43

« Des réfugiés oubliés »

Me Rezzak RAHMANI49

« Les larmes de Malka »

Me Nadia FALFOUL

Barreau des Hauts-de-Seine, France

Citoyenne du monde qui aspire à l'espérance et à la paix, je viens vous raconter l'histoire du courage de cette femme dont la voix n'a pas assez été entendue,

Malka,

Or comment plaider un seul cas de violation de droits humains dans cet océan d'inhumanité ?

Comme le disait Gisèle Halimi :

« Se battre est un devoir, tendre la main aux autres femmes une responsabilité, convaincre les hommes de la justesse de la cause une nécessité ».

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les membres du Jury, mes chers confrères, Mesdames et Messieurs,

Ma plaidoirie porte le sceau intemporel de l'histoire de Malka.

Je te parle de moi, comme si tu ne savais pas toute la vérité qui sort de mes souffrances, mon histoire m'a écorchée. Je ne compte plus mes blessures comme autant de témoignages de mes épreuves, de mon mal-être, de mon âme qui fait ressortir ce qu'il y a de mal en moi.

Telles sont les premières lignes que m'a témoigné profondément Malka et de son bébé, née d'un viol lorsqu'elle fuit le Nigeria pour se rendre en Libye afin de prendre une barque de fortune afin d'atteindre l'Europe.

Je l'ai rencontrée en Tunisie, elle a fui la Libye. Elle travaille dans un atelier de poterie pour économiser et enfin partir sur le continent européen.

Son parcours reflète ses maux intérieurs et ceux de ses violences vécues pendant son périple.

Malka a traversé les frontières avec une combativité et un courage malgré les difficultés dont les atteintes à son corps.

Malka m'expliquait qu'elle n'avait pas et plus le choix, qu'elle devait continuer, que ses plaies seront soignées après avoir obtenu « ses papiers », et ce même, avec la manifestation humaine de sa souffrance, son bébé puisant ses origines dans un viol perpétré en Libye par plusieurs hommes.

J'ai été torturée, mon corps est tatoué par la souffrance des actes cruels et des violences répétées des hommes. Mais, « j'étais prête à me prostituer pour gagner l'argent pour mon passeur ».

Malka a été tatouée au fer par son bourreau. C'est le cas de plusieurs femmes selon elle.

A ses premiers mots, j'ai compris : être et rester humain constituent les combats qu'elle m'a demandé de défendre.

N'est-ce pas la lettre et l'esprit de notre but commun sur cette planète ?

Disposer de droits universels, et que les Etats protègent nos libertés individuelles ?

Malka a le regard noir mais elle avait la seule lueur d'espoir qui lui permettait encore d'y croire, son espérance d'un avenir meilleur, le même que celui de toutes les femmes qui vivent dans des pays qui protègent les droits humains.

Malka est le symbole de toutes les femmes meurtries et qui partent sans se retourner.

Les atteintes à la dignité et aux droits fondamentaux perpétrées par des hommes adeptes de l'esclavage contre les populations civiles qui fuient et quittent leur pays d'origine.

La lettre et l'esprit de ses souffrances réaffirment, dans ces circonstances tragiques qui révoltent la conscience de l'humanité, notre indéfectible soutien aux êtres humains qui ne font qu'aspirer à un avenir meilleur en paix.

L'aspiration à être libre, vivre en paix, vivre son quotidien sans crainte d'être soumis à l'esclavage moderne.

Malka est le maître mot de toutes les femmes qui n'ont pas de droits.

Malka s'émeut d'un avenir meilleur et de vivre dans un pays où ses droits sont respectés et avec une douleur atroce, me précise ne plus vouloir de son bébé et le donner à une famille européenne afin d'oublier ses souffrances.

Les larmes de Malka sont l'injustice.

Aujourd'hui, vous êtes les témoins éternels du récit de Malka, ses injustices et la manifestation du nombre incessant d'atteintes aux droits de l'Homme à l'égard de femmes, qui veulent « seulement » vivre en paix et construire une vie qui leur permet d'avoir des droits.

« Seulement » parce que ce qui nous paraît être normal pour certaines femmes vivant dans d'autres pays, est le « paradis » pour des femmes victimes de toutes les violences les plus horribles sur cette terre.

Je viens ici parler de la souffrance d'une femme qui est le symbole de la souffrance de l'humanité. Son crime selon certains est d'aspirer à être libre et au respect de ses droits en tant que femme et naturellement en tant qu'être humain comme nous tous ici.

Pour nous, toutes les femmes, mais aussi les hommes qui ensemble portent le socle d'un avenir meilleur pour les droits de l'Homme.

Ce combat continue et continuera toujours de génération en génération par la force des mots ancrés dans l'Histoire et de nos actions comme celles d'aujourd'hui, la mienne et aussi celles de mes confrères à travers le monde.

J'ai fait le choix du symbole. De toutes pour une et d'une pour toutes afin de lire son histoire qui n'est pas la seule.

Malka a traversé la méditerranée de la Tunisie pour l'Italie.

Aujourd'hui, Malka est en France en situation irrégulière. Son bébé est pris en charge par les services sociaux.

Lorsque j'ouvre la porte de mon cabinet, je vois les yeux de Malka. J'ai lu et senti la profonde souffrance qui traversait et me touchait au fond de moi-même.

Ce n'était plus une consultation juridique. Nous avons passé trois heures ensemble. J'ai laissé mon stylo et j'ai levé mes yeux pour regarder ses yeux.

Les larmes de Malka, tel est le nom de ma plaidoirie.

L'accompagner dans sa demande et l'accompagner dans ses souffrances en lui permettant d'accéder notamment à la Préfecture, au médecin, au psychiatre, au tissu associatif en France, c'est-à-dire, à ce dont elle n'avait pas le droit.

Au cours de nos entretiens, Malka me précise être prise en charge, que pour elle, il s'agit des droits de l'Homme, et qu'elle n'a jamais ressenti avoir tant d'importance aux yeux de ces personnes humanistes dans son parcours, ce périple de souffrance.

Malka a fui pour se rendre en Libye. Esclave du travail et devenue esclave sexuelle, elle est violée. Malka m'explique que son viol est celui de son bourreau.

Tombée enceinte, elle met au monde un bébé.

Elle m'explique qu'il est le reflet et le témoignage de son viol, et que c'est fini, que sa vie est détruite.

Je l'écoute et lui dit profondément qu'au-delà d'être avocate, je suis celle qui montrera le chemin éclairé dans sa douleur et ses souffrances.

D'où l'importance du droit des minorités, droit d'asile et droit des immigrés, du droit à l'assistance humanitaire, du droit à la protection de l'individu, du droit à la protection de l'individu exposé aux manipulations

des êtres humains ténébreux et féroces de haine de sorte que je médite profondément sur la nature même de l'Homme avec un grand H.

La défense des droits de l'Homme ne souffre pas de temps d'arrêt.

Autour de nous, la planète Terre nous offre malheureusement le théâtre d'une société ni fraternelle, ni pacifique avec le risque d'un ancrage intemporel de non-respect des droits humains.

S'il y a des bourreaux, il y a aussi des défenseurs des droits de l'Homme qui se battent dans toutes les strates de nos territoires. Ne lâchons rien sans transiger.

La lumière ne s'éteint jamais face à l'obscurité tant qu'il y aura des défenseurs des droits de l'Homme, vous et moi, tous ensemble.

Volonté, unité, grandeur de l'âme, courage d'être, de vivre et de survivre, nous travaillerons avec plus de force afin d'accomplir la mission universelle et humaniste qui, ce jour, nous rassemble.

Soyons la voix de Malka et des autres êtres humains.

Parce que nous sommes aussi sa voix et elle est notre voix.

Soyons celles et ceux qui se lèvent et protestent pour dire « assez » et « non » !

Incarnons, et jusqu'à notre dernier souffle, Malka et toutes les femmes.

Les guerres, la faim, la précarité sociale et financière, le chômage, les inégalités, l'orientation sexuelle, l'isolement, celles qui font partir et fuir les gens de chez eux.

Il y en a d'autres, oui ces atteintes aux droits de l'Homme qui ne cessent même en 2023 !

Malka et moi avons redessiné le monde, celui d'un monde meilleur. Continuez le combat des droits de l'Homme sur chaque parcelle de notre planète.

Si son témoignage n'est qu'une goutte dans l'immensité de l'océan, elle est pour moi et pour vous le reflet de notre propre lutte universelle.

L'esclavage, l'inégalité dans le respect des droits fondamentaux, l'intolérance, le racisme, la misère, la guerre ne se soumettront jamais à la force des mots, mes mots oui, et les « MAUX » de Malka, à graver jamais dans l'Humanité.

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les membres du Jury, mes chers confrères, Mesdames et Messieurs, je vous remercie fraternellement.

Me Nadia FALFOUL
Barreau des Hauts-de-Seine, France

« Une douleur sempiternelle »

Me El Housseine MEILECK

Barreau de Mauritanie

Monsieur le Président, membres du jury,

Aujourd'hui, je m'exprime devant vous à cette tribune le cœur triste et endolori à cause des violations flagrantes des droits de l'Homme perpétrées dans mon pays.

J'ai pleine confiance aux valeurs de l'Islam, venues libérer et honorer l'Homme, et envers les principes constitutionnels et les accords internationaux relatifs aux droits de l'Homme, et pour l'incarnation de la liberté humaine avec laquelle il naît et meurt. Pour toutes ces raisons, je me suis décidé à vous présenter le cas de Qamer Jidou, soumis à la Chambre pénale de la Cour d'Appel de Kiffa.

Monsieur le Président, membres du jury,

Qamer Jidou est né en 1996 dans la Moughataa de Dar Naim, plus précisément au quartier de Mzailga, dans une famille fragile et asservie. Le destin a fait qu'il a grandi loin de ses parents, exposé à diverses formes d'esclavage et de persécutions.

Sa liberté, Messieurs, lui a été confisquée à l'âge de sept ans, et sa vie changée le jour où l'un de ses maîtres l'a emmené, prétendant vouloir lui enseigner le Coran dans son école coranique de Nouakchott. Et, depuis ce jour-là, sa mère et sa famille sont restées sans nouvelles de lui.

Les souffrances de Qamer ont commencé depuis que Mohamed l'a kidnappé et emmené à Boumdeid, où il l'a confié à son frère Mohamed Elmoctar Ould Mohamed Abdallahi, qui a immédiatement changé son nom de Qamer en Beitaf afin que ses proches ne puissent plus le retrouver. Ce dernier l'a asservi pendant douze ans.

Il l'a soumis à divers types d'esclavage sans pitié ni compassion. Il était et son maître et son bourreau, le torturant pour les raisons les plus futiles. Qamer était à la fois berger et serviteur. Ses droits ont été violés en tant qu'être humain, et en tant qu'enfant innocent, privé de son enfance. Il enviait les enfants de son quartier qu'il voyait jouer et étudier, son cœur se serrait de douleur en les voyant dorlotés dans les bras de leurs parents, alors qu'il était privé de la tendresse et de l'affection des siens.

Le souci d'indemnité de Qamer.

Qamer se demandait toujours : qui suis-je ? Pourquoi ne puis-je pas être comme ces enfants ? Ne suis-je pas un être un humain qui mérite de vivre librement ?

Il questionnait souvent son maître sur sa famille, où elle se trouvait, désirant ardemment l'étreinte de sa mère, dont il était privé de force. Son maître lui répondait avec violence verbale et physique : « Tu m'appartiens et tu n'as pas de famille. » Les réponses augmentaient la tristesse de Qamer, qui pleurait intensément à cause de l'oppression et de la tristesse, puis il se souvenait des traits de sa mère et de sa grand-mère, dont il était privé de la tendresse. Combien il aurait aimé qu'elles soient là à ses côtés face à ces difficultés et à cette oppression, mais hélas ! Elles n'avaient aucun moyen de l'atteindre et ne savaient même pas où le trouver.

Qamer s'occupait à la fois des moutons et des dromadaires de son maître et bourreau, il passait la nuit avec les moutons après les avoir traits pour son maître et sa famille. Parfois, ils lui donnaient les restes de leur nourriture dans une tasse sale, s'il en restait, sinon il devait passer des nuits très froides, sans manger ni boire, à même le sol et à ciel ouvert.

Le maître de Qamer, discourtois et cruel de l'avis général, le traitait comme un animal. Souvent, pour le punir, il l'attachait à son dromadaire et le traînait à travers le désert.

Mesdames et messieurs, membres du jury,

Qamer tenta à plusieurs reprises d'échapper à cet enfer qu'il ne pouvait plus supporter, mais son maître le rattrapait à chaque fois et intensifiait son supplice.

Le maître de Qamer le contraignait à courir au rythme des dromadaires. En effet, ce dernier a consigné dans le rapport de la gendarmerie et à toutes les étapes de l'enquête que son maître l'a obligé à courir une distance de 20 kilomètres à pied, au rythme de son dromadaire après l'y avoir attaché par une corde. Le maître, à dos du dromadaire, le battait à chaque fois qu'il essayait de s'arrêter, essoufflé.

L'une des plus cruelles tortures auxquelles son maître le soumettait est la pendaison au tronc d'un arbre au-dessus d'un feu dont les flammes lui léchaient les pieds, tout en le brûlant sans arrêt.

Douze ans d'esclavage et de torture n'ont pas réussi à effacer de sa mémoire les traits de sa mère et de sa grand-mère. Il s'est également toujours souvenu de Dar Naim, sa moughataa d'origine à Nouakchott, continuant sans relâche à tenter par tous les moyens de s'échapper, en vue de retrouver sa liberté, sa famille et ses proches. Finalement, il a pu s'enfuir à la fin l'année 2015, mais à quoi bon s'évader pour celui qui a grandi avec des animaux, ne sachant pas comment retrouver le chemin vers sa famille, et considérant tous les hommes comme ennemis.

Mon client s'est évadé de Boumdeid vers Guérou où il a travaillé comme berger pour un petit salaire de vingt mille ouguiyas par mois. Après un certain temps, il est retourné à la capitale, Nouakchott, à la recherche de sa famille, en particulier sa mère, dont il désirait l'étreinte, se souvenant, comme seul repère, du nom de sa mère, Fatima, et Dar Naim, lieu de résidence de sa famille. A son arrivée tout avait changé : Dar Naim, le désert aride qu'il a quitté à l'âge de sept ans, était plein de bâtiments, et sa mère était décédée.

Monsieur le Président, membres du jury,

Le tourment psychologique le plus grave de Qamer n'était pas le fardeau de l'esclavage dont il a été victime depuis son enfance, mais son premier choc était plutôt la distance qui l'a contraint à s'éloigner d'une mère dont il était le fils unique, laissant en lui un vide émotionnel et une blessure incurable...

Son grand choc s'est enclenché lorsque, revenu à Dar Naim de son exil d'esclave, un large sourire sur le visage dissimulé sous des larmes noires dans les vallées de l'injustice, de la coercition et de l'assujettissement, il apprit le décès de sa mère. Ni son sourire d'enfant jouant à tous vents, ni les prières de sa mère, n'ont pu intercéder pour lui.

Vous pouvez imaginer la profondeur de la tristesse et de la douleur de Qamer apprenant le décès d'une mère qu'il avait recherchée pendant près de seize ans. Un moment de tristesse et de douleur peu enviable. Un moment sombre de la vie misérable de Qamer.

Qamer n'avait pas de papiers d'identité, ne savait ni lire ni écrire, ni comment se comporter en société et n'arrivait pas à accepter son statut d'être humain à part entière, jouissant pleinement de sa liberté et de l'ensemble de ses droits.

Monsieur le Président, membres du jury,

Qamer a récemment porté plainte contre son maître devant le Procureur de la République auprès du Tribunal de la wilaya de l'Assaba, soutenu par SOS esclaves. Le procureur a soumis l'affaire à la brigade de Gendarmerie de Boumdeid qui, après avoir entendu Qamer et son maître, a rendu son rapport au Procureur de la République, qui a inculpé l'accusé d'emploi de mineur, demandant au juge d'instruction de le placer sous contrôle judiciaire, au lieu de la détention préventive. Après la programmation du dossier le 29 septembre 2021, le tribunal a décidé que l'accusé soit puni d'un an avec sursis et de payer une

compensation financière, après toute l'injustice et l'esclavage que Qamer avait subi. J'ai immédiatement fait appel de cette décision, appel qui, jusqu'à présent, n'est pas encore programmé devant la cours d'appel de Kiffa.

Monsieur le Président, membres du jury,

Je me tiens devant vous aujourd'hui pour vous donner un exemple de ces violations flagrantes des droits de l'Homme qui ont lieu dans mon pays, et je me dois également de vous faire part du cas triste et douloureux de Qamer, dans un pays gisant de miséreux, persuadé que vous comprenez l'étendue de sa souffrance... Oui, je suis certain de l'avoir soumis à des défenseurs des droits de l'Homme sachant valoriser l'être humain et œuvrant pour la préservation de tous ses droits. Je sais que vous comprendrez la souffrance d'un être humain devenu propriété d'un autre, ayant sur lui tous les droits de propriété : exploitation, disposition, utilisation... Je sais que vous ressentirez la tragédie de mon client parce que vous êtes des juristes et des Hommes de loi, ne pouvant tolérer les violations de la loi et des droits de l'Homme.

Selon le neuvième principe de la Déclaration des droits de l'enfant de 1959 : « L'enfant doit être protégé contre toute forme de négligence, de cruauté et d'exploitation, il ne doit pas être soumis à la traite, sous quelque forme que ce soit. L'enfant ne doit pas être admis à l'emploi avant d'avoir atteint un âge minimum approprié...»

L'article 4 de la Déclaration universelle des droits de l'Homme de 1948 énonce que : « Nul ne sera tenu en esclavage ni en servitude; l'esclavage et la traite des esclaves sont interdits sous toutes leurs formes. »

La Charte africaine des droits de l'Homme et des peuples de 1981, ratifiée le 14 juin 1986 par la Mauritanie et par tous les pays africains, énonce également dans son article 5 que : « Tout individu a droit au respect de la dignité inhérente à la personne humaine et à la reconnaissance de sa personnalité juridique. Toutes formes d'exploitation et d'avilissement

de l'Homme notamment l'esclavage, la traite des personnes, la torture physique ou morale, et les peines ou les traitements cruels inhumains ou dégradants sont interdites. » La loi mauritanienne n°031/2015 du 9 octobre 2015 criminalise et sanctionne les pratiques esclavagistes, son article 2 affirme que : « L'esclavage constitue un crime contre l'humanité. Il est imprescriptible. » L'article 3 définit la notion d'esclavage comme tous les types de travail obligatoire, et l'esclave au sens de cette loi est « l'individu sur lequel s'exerce le statut d'esclavage. »

Mesdames et messieurs, membres du jury,

Mon client, dans ce cas, est une seule personne, mais ce phénomène s'étend à tout un segment de la société qui en a souffert historiquement.

Mon client est tout être humain en quête de liberté ; toute personne révoltée contre toutes les formes de violation des droits de l'Homme.

Pour ces raisons :

Sur la base de tout ce qui précède, mon client vous demande ce qui suit :

- La programmation de son dossier, en attente depuis un an et demi devant la cour d'appel de Kiffa,
- Lui rendre justice, condamner l'accusé Mohamed Elmoctar Mohamed Abdallahi, et l'incarcérer pour cette violation flagrante des droits de l'Homme,
- Son dédommagement pour la torture et l'esclavage qu'il a subi pendant douze ans,
- La lutte contre ce phénomène honteux dont certaines composantes et ethnies du peuple mauritanien continuent de souffrir encore aujourd'hui.

Me El Housseine MEILECK
Barreau de Mauritanie

« Halte ! Japon »

Me Lega Ibrahim GARANDI
Barreau du Tchad

Le 13 juillet 2017 deux condamnés à mort ont été exécutés par pendaison au Japon. Il s'agit de Masakatsu Nishikawa et Koïchi Sumida. Le premier a été exécuté au centre de détention d'Osaka et le deuxième au centre de détention d'Hiroshima. Ces deux exécutions viennent s'ajouter à la longue liste des exécutés au Japon.

Mesdames et messieurs,

La cruauté, la barbarie qui a entouré leur exécution, la négation totale de leurs droits ne nous a pas laissé indifférent. Du prononcé de leur sentence jusqu'à leur exécution, leurs droits ont été systématiquement violés. Leur longue détention, leur exécution secrète dans une barbarie indescriptible, traduit le mépris du Gouvernement japonais du droit à la vie qui est un droit fondamental.

Mesdames et messieurs,

Masakatsu Nishikawa était âgé de 61 ans lorsqu'il a été exécuté. Il aura compté les pas « dans le couloir de la mort ». Il aura attendu ce moment fatidique un quart de siècle. Il venait pourtant de demander la réouverture de son procès. Il avait été condamné à mort en 1991 pour meurtre, et cela n'a pas empêché le ministre de la Justice de l'époque Katsutoshi Kumeda, de contresigner son exécution.

Quant à Koïchi Sumida, il était âgé de 34 ans au moment de son exécution. Il a été pendu pour le meurtre d'une collègue de travail. Lui aussi aura attendu ce moment fatidique dans le couloir de la mort pendant plusieurs années.

Mesdames et messieurs,

Si nous sommes ici c'est pour interpeller notre conscience par rapport à ce qu'il passe au Japon. Doit-on laisser le Japon continuer à violer ainsi les droits humains et surtout l'un des plus importants qui est le droit à la vie ? Non. L'Histoire nous demandera certainement des comptes. Alors il faut agir et c'est ici le lieu.

En dépit de nombreux appels lancés au gouvernement japonais par les défenseurs des droits humains pour demander l'abolition de la peine de mort, le pouvoir ne fléchit pas. Le nombre des exécutés ne cesse de s'alourdir. A ce jour, de nombreux condamnés à mort ont été exécutés au Japon et beaucoup d'autres attendent encore dans le couloir de la mort.

Mesdames et messieurs,

L'application de la peine capitale traduit le mépris du gouvernement japonais au droit à la vie qui est un droit sacré. La méthode utilisée pour exécuter les condamnés à mort est une forme de torture incompatible avec les principes fondamentaux. Un système cruel et infâme dépourvu de toute humanité. Les détenus sont maintenus dans « le couloir de la mort » pendant de nombreuses années dans un isolement total, et ne sont informés de leur exécution à peine quelques heures voire pas du tout, avant d'être conduits dans la chambre de la mort. Leurs familles, leurs avocats et la population sont informés de l'exécution après qu'elle ait eu lieu. Un véritable mépris pour la vie humaine !

L'attitude du gouvernement japonais envers les condamnés à mort est à fustiger. Le Japon ternit de plus en plus son image en termes des droits humains en bafouant ainsi les normes internationales relatives au recours à la peine capitale.

Mesdames et messieurs,

Dans un rapport publié sur le Japon, les experts des Nations Unies ont déploré de manquements au droit d'être défendu comme il se doit par un avocat, et l'absence de procédure d'appel obligatoire dans les affaires où les accusés encourent la peine de mort. Il est par ailleurs établi que plusieurs prisonniers atteints de déficiences mentales et intellectuelles ont été exécutés ou se trouvent dans le quartier des condamnés à mort. L'exemple le plus frappant au Japon est le cas de Hakamada Iwao condamné à mort en 1968. En 2008 on lui aurait diagnostiqué une maladie mentale. Il sera remis en liberté en 2014, après 46 ans de détention car le droit Japonais interdit l'exécution des condamnés souffrant de troubles psychiatriques. Imaginez le temps qu'il a fallu pour examiner son dossier médical. Quarante ans ! Mesdames et messieurs, pouvez-vous imaginer la souffrance d'une telle personne ?

Pourtant, le Japon a ratifié beaucoup d'instruments juridiques internationaux. Le préambule de la Constitution Japonaise de 1946 empruntant les idéaux de la Charte des Nations Unies de 1945, annonçait en effet solennellement que le Japon désirait « occuper une place d'honneur dans une société internationale... »

Ce n'est pas en appliquant la peine capitale que le Japon pourra occuper cette place d'honneur. Au contraire, l'application de la peine capitale ternit de manière importante son image sur le plan international.

Le Japon a ratifié, en juin 1979, le Pacte relatif aux droits civils et politiques. L'article 6 du Pacte rappelle le droit à la vie, inhérent à toute personne humaine. Cet article dispose que « le droit à la vie est inhérent à la personne humaine. Ce droit doit être protégé par la loi. Nul ne peut être arbitrairement privé de la vie ». L'alinéa 2 du même article ajoute que « dans le pays où la peine de mort n'est pas abolie, une sentence de mort ne peut être prononcée que pour les crimes les plus graves, conformément à la législation en vigueur au moment où le crime a été commis et qui ne doit pas être en contradiction avec les dispositions du

présent Pacte ni avec la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide. Cette peine ne peut être appliquée qu'en vertu d'un jugement définitif rendu par un tribunal compétant ». L'observation générale sur cet article indique que les Etats membres doivent tendre vers l'abolition de la peine de la mort. Cet article évoque sans ambiguïté que l'abolition de la peine de mort n'est pas seulement souhaitable, mais doit être une priorité de l'Etat membre.

Le Japon a ratifié également la Convention des Nations Unies contre la torture. La torture étant définie dans l'article 1 de cette Convention « comme tout acte par lequel une douleur ou des souffrances aiguës, physiques ou mentales, sont intentionnellement infligées à une personne aux fins notamment d'obtenir d'elle ou d'une tierce personne des renseignements ou des aveux, de la punir d'un acte qu'elle ou une tierce personne a commis ou est soupçonnée d'avoir commis, de l'intimider ou de faire pression sur une tierce personne, ou pour tout autre motif fondé sur une forme de discrimination quelle qu'elle soit lorsqu'une telle douleur ou de telles souffrances sont infligées par un agent de la fonction publique ou de toute autre personne agissant à titre officiel ou à son instigation ou avec son consentement exprès ou tacite... » Dans un rapport accablant sur le Japon en 2007, le Comité contre la torture a relevé des cas de torture dans les prisons japonaises, en particulier en ce qui concerne les condamnés à mort.

La Constitution Japonaise impose aussi des règles de procès équitable telles que définies par la Déclaration Universelle de Droits de l'Homme et le Pacte international relatif aux droits civils et politiques ratifié par le Japon en 1979. Elle édicte en effet dans son article 34 : « Nul ne peut être arrêté ou détenu sans être immédiatement informé des accusations pesant sur lui, ou sans pouvoir immédiatement se faire assister d'un avocat ; nul ne peut être détenu en l'absence de motifs valables ; au surplus, à la requête de quiconque, ces motifs doivent être immédiatement précisés en audience publique de justice, en présence de l'intéressé et son avocat ». Quant à l'article 37, il énonce que « l'accusé jouit, dans tous les cas, du droit d'être jugé rapidement et publiquement, par un tribunal impartial ». Pourtant les condamnés à

mort au Japon ne bénéficient toujours pas de toutes ces garanties que la gravité de la peine encourue devrait pourtant rendre particulièrement contraignantes. Les droits de leur défense sont fragilisés à tous les stades de la procédure.

Mesdames et messieurs,

La situation des condamnés à mort au Japon est inquiétante. La vie humaine est sacrée. Elle doit être protégée et respectée. Le Japon qui a le statut d'observateur auprès du Conseil de l'Europe depuis 1996 ne peut pas se permettre de violer impunément les droits humains. S'il veut occuper une place d'honneur dans la société internationale, le Japon doit d'abord garantir à ses citoyens les libertés fondamentales et respecter leurs droits fondamentaux. Il doit abolir la peine capitale comme l'ont fait beaucoup de pays. Car la peine de mort n'a jamais été une peine adéquate. Le Tchad, comprenant cela, l'a banni de son nouveau Code pénal entré en vigueur en 2017 pour les infractions de droit commun. C'est un véritable pas en avant même s'il reste beaucoup à faire sur le plan de droits de l'Homme au Tchad.

Mesdames et messieurs,

Le monde doit comprendre que la peine de mort n'a pas sa place dans notre siècle. On ne peut pas sanctionner un crime par un autre crime. Cela est tout simplement absurde. Que resterait-il de la société s'il faut éliminer un Homme parce qu'il en a éliminé un autre ? L'avocat Robert Badinter en 1981 lors d'un discours à l'Assemblée nationale française disait ceci « ceux qui croient à la valeur dissuasive de la peine de mort méconnaissent la vérité humaine. La passion criminelle n'est pas plus arrêtée par la peur de la mort que d'autres passions ne le sont qui, celles-là, sont nobles ». La peine de mort n'est pas une solution au problème de la criminalité.

Mesdames et messieurs,

Nous nous opposons à la peine de mort en toutes circonstances et sans aucune exception, indépendamment de la nature et des circonstances de l'infraction commise, de la situation du condamné, de sa culpabilité ou de son innocence, ou encore de la méthode utilisée pour procéder à l'exécution. La peine capitale bafoue le droit à la vie et constitue le châtement le plus cruel, inhumain et dégradant qui soit.

Mesdames et messieurs,

Du haut de cette tribune, nous avons plaidé pour le droit à la vie au Japon. Et nous sommes convaincus que notre plaidoyer ne sera pas vain. Nous sommes convaincus que le Japon emboîtera le pas aux autres pays qui ont aboli la peine de mort montrant par-là que la vie est sacrée et qu'il faut la respecter. Mesdames et messieurs, si le Japon veut occuper une place d'honneur dans la société internationale, voici le prix à payer. Je vous remercie.

Me Lega Ibrahim GARANDI
Barreau du Tchad

« Babar »

Me Mariem KLOUZ

Barreau de Tunisie

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Membres distingués, je suis très heureuse d'être présente parmi mes frères de la bien-aimée Mauritanie devant cet honorable assemblée de juristes et de femmes pour défendre l'un des droits de la première génération des droits de l'Homme, la mère des libertés, à savoir la liberté d'expression.

Monsieur le Président, avant les faits et les arguments en défense, je lirai un extrait d'un dessin animé profondément ancré dans nos consciences : « Une fois dans notre quartier, un adorable éléphant nous a gentiment rendu visite et nous a dit qu' « il n'y a pas de quoi avoir peur. Nous sommes bons par nature. Nous n'acceptons pas l'injustice des faibles. Seule la personne honorable vit parmi nous. » Paroles de l'insigne du dessin animé « Babar » qui a pris place dans la mémoire de toute une génération en raison de sa capacité de faire appel à l'affection des enfants qui sont en nous.

C'est peut-être la raison pour laquelle la mélodie a été restaurée dans une chanson satirique critique qui traite des relations sécuritaires liées aux questions de consommation de drogue dans mon pays natal, la Tunisie.

Mais Babar n'avait pas informé les étudiants qui chantaient la mélodie de la chanson au rythme des paroles : « Une fois dans notre quartier, le gouverneur nous a rendu visite la nuit », qu'une chanson farfelue les mènerait en prison. En ce qui concerne les faits de cette affaire, il se trouve que les autorités sécuritaires ont arrêté l'accusé alors qu'il publiait sur la plateforme TikTok un clip vidéo dont la mélodie et les paroles étaient inspirées de la célèbre série de dessins animés « Babar ».

Les mots parlent de manière sarcastique, comme nous l'avons mentionné précédemment, des forces de sécurité qui inventent des affaires de consommation de drogue contre les jeunes, de la souffrance des familles qui en résulte et de la corruption des agents de « police ». Il semble que l'accusé plaisantait à cause de la pression des révisions pour

les examens. Il s'agissait d'un chantonnement spontané qui imitait une réalité existante. Cependant, la police ne l'entendait pas de cette oreille, car il a été rapidement arrêté par les policiers. Consulté, le procureur général a autorisé sa détention. Après une première nuit entre les mains de la police, son arrestation a été prolongée par le procureur général le lendemain pour une deuxième nuit, après le rejet de sa demande de libération, en tant qu'étudiant qui s'apprêtait à passer des examens. Il a été inculpé pour « insulte à autrui via les réseaux de communications » en vertu du Code des télécommunications et pour « attribution de faits inexacts à un agent public » en vertu du Code pénal tunisien.

Ce n'est pas le cas ici, car la sécurité est un corps qui ne peut pas être identifié à une personne spécifique, de sorte que les deux crimes mentionnés ci-dessus lui soient adaptés, faits qui, d'ailleurs, ne sont pas des crimes.

Etant donné que l'arrestation de l'accusé porte atteinte à l'acquis le plus important de la révolution tunisienne, à savoir la liberté d'expression, formulée dans la Constitution tunisienne en son chapitre trente-sept : « Les libertés d'opinion, de pensée, d'expression, d'information et de publication sont garanties. Aucun contrôle préalable ne peut être exercé sur ces libertés. » Ces libertés sont également exprimées dans la Déclaration universelle des droits de l'Homme. Elles acquièrent la force juridique conformément à tous les grands accords régionaux et internationaux sur les droits de l'Homme ratifiés par la République tunisienne et devenus partie intégrante de son système juridique.

La liberté d'expression s'applique même aux mots qui provoquent, choquent, offensent et inquiètent chaque individu étant libre de choisir la méthode et le type de style pour s'exprimer et transmettre des idées, surtout si cela se fait à travers l'expression artistique, comme dans ce cas. Cette expression à valeur sociétale profondément enracinée est protégée. Même si des restrictions et des contrôles sont à imposer, elles doivent être conformes à la Constitution tunisienne, notamment en son chapitre 55 et à l'article 19 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, le critère des restrictions étant composé de trois éléments : la légalité et la légitimité; la nécessité; et la proportionnalité.

Les restrictions doivent être clairement et spécifiquement définies et

répondre à un besoin social urgent, elles doivent être les mesures les moins restrictives disponibles, ne doivent pas être trop vagues et tenir compte du principe de proportionnalité, c'est-à-dire que le profit qui en résulte pour les groupes ciblés l'emporte sur le préjudice qui pourrait être causé à la liberté d'expression. Ce n'est pas le cas en l'espèce, là ne sont réunies ni les conditions du triple test, ni les éléments des infractions « insulte à autrui via les réseaux de communication » et « attribution de faits inexacts à un agent public », car les paroles de la chanson ne s'adressaient pas à une personne en particulier, mais parlaient plutôt du personnel de sécurité en général et décrivaient des pratiques authentiques qui existent dans la réalité. Aussi, l'offense morale est inexistante, car il n'y a aucune intention d'offenser ou de nuire à autrui.

En outre, selon la Cour européenne des droits de l'Homme, les personnels de sécurité ne peuvent être considérés comme un groupe vulnérable nécessitant la protection : ils doivent au contraire être plus tolérants à l'égard d'éventuels propos offensants.

Il n'existe donc aucune justification légale pour arrêter ce jeune homme.

Par conséquent, je demande à l'honorable Cour de faire respecter le droit en décidant de ne pas entendre le procès contre l'accusé et de l'acquitter ; ce qui contribuerait à préserver la liberté d'expression, qui est la mère de toutes les libertés et le fondement de toute société démocratique.

Je vous remercie.

Me Mariem KLOUZ
Barreau de Tunisie

« Abdoul, la farce obscure de la peau claire »

Me Mahunan Rodrigue DAVAKAN
Barreau du Bénin

Il y a des films dont la diffusion nécessite une mise en garde ferme tenant au caractère sensible du contenu. Le spectateur peut alors choisir de le visionner ou non. Me tenant ici devant vous, Mesdames, Messieurs, je dois vous avertir : ce que je vais vous exposer n'est pas un divertissement. Et pourtant, cela aurait pu l'être. D'autant que tout commence un beau samedi ordinaire dans la capitale Bujumbura du Burundi dans le quartier Kinam. Le 29 janvier 2022, Abdoul, un enfant de quatre ans et ses amis s'amuse, badinent et gambadent gaiement. C'est samedi. Il n'y a pas école.

Soudain, trois hommes les entreprennent avec gentillesse. Se servant de beignets, ils réussissent à appâter les enfants qui pensent aller faire un tour en voiture. Des gourmandises ; un tour en voiture ; la fête pour ces marmots. Comment refuser ?

Le taxi démarre et s'immobilise quelques centaines de mètres plus loin. Les camarades de jeu d'Abdoul sont éjectés de la voiture. C'est Abdoul seul qui est visé. Pourquoi lui ? Non pas parce qu'il est particulièrement habillé laissant croire que ses parents seraient prêts à verser une rançon. Effectivement, Abdoul était vêtu d'une chemise à manche, mais destinée à couvrir au mieux sa peau sensible et un bonnet violet pour le protéger du soleil. Abdoul n'est pas un enfant de parents férus de mode. C'est un albinos dont la vie au quotidien nécessite des précautions et des soins spéciaux : crèmes solaires et vêtements longs. L'albinos de la bande vient ainsi d'être enlevé. Déjà, sa mère commence à le chercher. Déjà, sa mère commence à s'inquiéter.

Dans la voiture, la peur s'empare du petit bout de corps qui commence à se dire que quelque chose ne va pas. Il est inquiet et il y a de quoi. Se hâtant dans une forêt de Cankuzo, les ravisseurs posent la petite vie au sol, déterminés qu'ils étaient. Abdoul les regarde.

Qu'il est troublant le regard plaintif et suppliant d'un enfant de quatre ans. Qu'il est spécial le regard d'un enfant albinos aux yeux perçants.

J'ai dit spécial ? Troublant ? Oui ! Mais pas pour ces hommes-là. Ils ont fait 230 kilomètres du lieu de l'enlèvement dans un dessein résolu.

Abdoul devait se demander : « J'ai fait quelque chose de mal ? Je veux voir maman ». Il aurait pu songer à voir son père, mais la vie cruelle des albinos ne le lui a pas permis. Le jour de sa naissance, pendant que le soleil riait aux éclats et que sa mère se réjouissait de voir le fruit de ses entrailles, le père d'Abdoul avait bien remarqué la blancheur particulière de ce nouveau-né et avait cessé de sourire. La fierté de la mère contrastait avec la honte du père qui ne voulait en aucun cas être indexé. Il a préféré mettre le petit à l'index. Il ne veut pas être vu comme le père d'un enfant porte-malheur, le géniteur d'un enfant-sorcier, un albinos. Il réfléchit aux options courantes en pareilles circonstances : répudier la femme en l'accusant d'avoir connu un homme blanc ou alors abandonner cette famille soudain encombrante. Il choisit finalement de s'en aller. C'est donc seule que la mère d'Abdoul l'élèvera. Et voici à présent Abdoul définitivement seul dans cette forêt. Les ravisseurs s'en prennent au gamin et sans hésiter lui ôtent la vie.

Le petit corps blanc est désormais pâle. Ses bourreaux lui tranchent maintenant un bras, puis l'autre ; une jambe, puis l'autre. Sur place, les membres arrachés sont désossés et partagés comme le vulgaire butin d'une joaillerie braquée. Le reste du corps est jeté sans forme particulière.

Mesdames, Messieurs, l'assassinat méthodique des albinos ne peut plus continuer à nous laisser indifférents. Lorsqu'infeste la senteur ocre de la bestialité, nous devons éternuer d'horreur. Abdoul est l'enfant de trop. Son cas nous rappelle toutes ces personnes ciblées à raison de la couleur de leur peau, de leur albinisme et assassinées sur la base de superstition. Sur ce continent, on croit encore que les albinos sont porteurs de malheurs ou que, créatures magiques, ils détiennent des pouvoirs surnaturels. Ces croyances faciles et mortifères ont engendré un véritable cauchemar dans lequel des vies sont sacrifiées sur l'autel de l'ignorance. Ces préjugés scabreux amplifiés par les prescriptions de lugubres guérisseurs exposent chaque année des dizaines d'enfants albinos à une mort horrible, brutale et sanglante. Au Burundi, en Tanzanie, au Malawi, au Kenya, d'étranges guérisseurs, Docteurs

Diafoirus, sont consultés pour des problèmes domestiques et électoraux. Les prescriptions peuvent inclure des racines, des infusions d'herbes, encore du sang d'animal, et aussi des restes humains de personnes atteintes d'albinisme. Des sorciers sont convaincus que les cheveux, les os, les organes génitaux ou les pouces de personnes albinos auraient des pouvoirs spécifiques. Séchés, pilés et emballés, ou répandus en mer, ces morceaux sont réputés gonfler un filet de pêche, révéler la présence d'or dans un terrain ou faire gagner des voix à un politicien.

Ce sont de telles horreurs qui ont conduit à la mort d'Abdoul. Abdoul, si tu m'entends, tu n'as rien fait de mal. Le mal, ce sont ces malheureux mal avisés qui s'en sont pris à ton innocence, qui n'ont pas compris ta différence, englués qu'ils étaient dans leur ignorance.

Le cas d'Abdoul doit nous faire prendre conscience. Il y a quelques mois, toujours en 2022, dans la région de Tete au Mozambique, un père a tenté de vendre trois de ses propres enfants albinos. Trois enfants, de 9 à 16 ans. Trois grossesses ; trois vies attendues ; accueillies ; monnayées par le père en complicité avec l'oncle. Le mal fourbe fait ainsi entrer l'infamie dans les familles, avilit les pères, pervertit les tantes, tente les oncles, humilie les mères. Mères mortifiées ; mères noircies par le deuil des fils clairs. Le mal malade fait la peau aux enfants de peau claire.

Nous devons agir. Urgemment. L'urgence est d'autant plus singulière que la grâce du savoir n'éteint pas l'incendie de la cupidité. Un enseignant sud-africain a admis avoir tué une albinos de 13 ans dans l'espoir d'assurer le succès de son entreprise commerciale. Comment en arrive-t-on là ? Pour un enseignant ? Je vous parle d'Abdoul et je vois Emmanuel Festo, un Tanzanien de 6 ans agressé par quatre hommes qui lui ont tranché le bras gauche, trois doigts de la main droite, une partie de la mâchoire, arraché quatre dents de devant. Ce garçon a survécu. Il est toujours vivant avec des parties de son corps vendues comme des pièces détachées.

Imaginez, je vous prie, l'angoisse permanente de ces âmes innocentes. Des âmes qui portent la beauté de l'albinisme, une singularité qui aurait pu être enrichissante dans un monde de tolérance, mais qui transforme ses porteurs en cibles. Ciblées comme des proies, proies traquées, vies brisées, espoirs écrasés.

Entendez-vous la détresse lancinante et silencieuse de ces vies innocentes, emportées par la folie meurtrière de la décadence et de l'obscurantisme ? Sentez-vous la brise légère du vent chargé de chagrins et de deuils qui nous rappelle notre devoir envers l'humanité ? Quelles sauvageries doivent encore advenir pour que nous fassions sonner les trompettes de la justice ?

La Charte africaine des droits de l'Homme et des peuples dispose en son article 2 : « Toute personne a droit à la jouissance des droits et libertés (...) sans distinction aucune, notamment (...) de couleur. » L'article 3 du même texte ajoute que : « Toutes les personnes ont droit à une égale protection de la loi. » Chaque mutilation-rituelle, chaque meurtre sauvage est un attentat à ces dispositions et à notre humanité. Ces exactions heurtent l'esprit de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale. Notre devoir n'est pas seulement de dénoncer ces atrocités, mais de les combattre.

Mesdames, Messieurs, ce qui nous sépare des albinos, c'est le hasard génétique, un accident biologique. Ce qui nous fait naître à Nouakchott, à Cotonou ou à Cankuzo au Burundi, c'est le destin.

Abdoul, cela aurait pu être vous. Çela aurait pu être moi, exposé à ces superstitions enflées par la pauvreté et l'ignorance. Quand les gens ont faim et qu'on leur dit qu'un os vaut 70.000 ouguiyas, la paie de plusieurs années de petits boulots périlleux et précaires, l'autre n'est plus un frère ; la sœur devient un montant. Le fils, du cash.

Mais rien ne justifie que l'on tue une personne pour sa couleur de peau. Rien. La barbarie humaine qui ravage tout doit être combattue. Je partage la douleur de la mère d'Abdoul qui est toujours dévastée. Interrogée par la presse elle dit, « je me sens très mal. Je passe des nuits blanches, car j'aimais beaucoup cet enfant. Je l'aimais tellement. Impossible de trouver le sommeil, je ne me sens plus en paix. »

Je viens ici m'insurger contre les actes de torture, les discriminations dont sont victimes les albinos au Mozambique, en Tanzanie, au Kenya au Burundi au Malawi, en Afrique du Sud, à Madagascar et j'en passe. Défenseurs des droits de l'Homme du monde entier, indignez-vous ! Indignons-nous !

Pendant que l'humanité s'élève et explore l'espace, des mentalités s'abaissent et fouinent dans les tombes des albinos à la recherche d'ossements. Mêmes morts, leurs sépultures doivent être bétonnées. Autrement, ils ne reposent pas en paix.

À Cotonou, j'ai lu Joseph Conrad qui écrivait « la croyance en une origine surnaturelle du mal n'est pas nécessaire : les Hommes à eux seuls sont capables des pires atrocités ». Ici, à Nouakchott, je veux lui dire et je veux vous dire : « la foi en une aube nouvelle n'est pas vaine : les Hommes ensemble sont capables des meilleurs exploits ». Nous pouvons encore.

En ce lieu où l'on parle arabe, vous savez qu'Abdoul signifie dans cette langue « serviteur ». Celui qui était vu par sa famille comme devant aider les autres n'a pu être aidé. Il n'a pas eu l'opportunité de servir. Sa vie a été brisée. Aidez-moi à faire en sorte que sa mort ne soit pas vaine. Qu'elle serve à sauver des vies. Aidez-moi à rendre un ultime service posthume au petit serviteur. Aidez-moi.

Me Mahunan Rodrigue DAVAKAN
Barreau du Bénin

« Où est mon droit à la vie ? Où est mon droit à la défense ? Où est mon droit à la justice ? »

Me Lakhdari CHAHRAZAD
Barreau de Blida, Algérie

Au nom d'Allah le Vrai, au nom d'Allah le Juste, au nom d'Allah l'Équitable.

Que la bénédiction et le salut d'Allah soient sur le noble Prophète et Messenger, Muhammad, qu'Allah le bénisse et lui accorde la paix.

Que la paix, la miséricorde et les bénédictions d'Allah soient sur tous les présents.

Par Allah, je te tuerai, et par Allah, tu ne vivras pas.

Un serment qui continue de terrifier l'âme de mon client Marwan Hussein appelé « Aizet » depuis le 31 mai 2022. Ce jour-là, mon client voulant acheter des cigarettes, s'est rendu, accompagné de son ami à moto, à un café de la municipalité d'El-Attaf, province d'Ain Defla.

A son arrivée, après avoir garé sa moto dans la cour du café, il s'est dirigé vers la porte d'entrée. Au moment où il franchissait la porte, l'employé du café lui a ordonné, d'un ton énervé, de ne pas entrer parce qu'il faisait le ménage.

Marwan s'est étonné de la réaction de l'employé car il n'a vu aucun signe de nettoyage, d'autant plus qu'il y avait des clients à l'intérieur du café, et d'autres jouant aux dominos à l'extérieur.

Il répondit : je ne vois pas d'eau dans le hall ?

Alors l'employé versa de l'eau sur les jambes de Marwan et des hostilités verbales s'en suivent entre les deux parties. Il paraît que l'employé pensait que Marwan Hussein était venu chercher un téléphone portable qu'un de ses voisins avait perdu. Les hostilités verbales évoluant rapidement en bagarre, des témoins de l'incident sont intervenus mettant fin à la querelle. Mais l'employé du café a de nouveau attaqué Marwan avec le manche du balai. Dieu merci, les témoins de l'incident ont de nouveau réussi à mettre fin à la bagarre et à conduire l'ouvrier à l'intérieur du café.

Au moment où Marwan Hussein s'apprêtait à quitter définitivement les

lieux, l'employé du café, à pas précipités, l'a attaqué à nouveau d'une manière terrifiante. Même les témoins de l'incident, terrifiés, sont restés immobiles car, une machette à la main, il affirma qu'il tuerait Marwan.

Marwan a essayé de lui résister pour s'échapper et se protéger, mais la situation était plus grave qu'il ne l'imaginait. Il n'a eu d'autre choix que de le poignarder à l'aide de son petit couteau de gardien de nuit qu'il portait dans sa poche pour éplucher les légumes et les fruits.

C'est ainsi que l'employé du café est devenu victime d'un coup de couteau défensif et Marwan Hussein accusé à cause du même coup de couteau et inculpé de crime de meurtre avec préméditation conformément aux articles 254, 255, 256, 261/F1 du code pénal algérien, et déféré pour jugement devant le tribunal correctionnel de la commune d'Ain Defla.

Je salue l'honorable tribunal pénal, le juge son président, les honorables conseillers, les honorables membres du jury et du ministère public.

En tant que défense de l'accusé, j'essaierai autant que possible de relier les résultats aux prémisses, confiante au Seigneur et en la pertinence de l'intuition. Je diviserai ma défense en deux parties, en soumettant les faits et circonstances de l'affaire avec les textes de loi par lesquels mon client est inculpé.

Première partie : je soutiens qu'il n'y a aucun élément de préméditation, d'intention criminelle ou de préméditation.

1. L'article 254 du Code Pénal lie le meurtre à la préméditation, et cela requiert l'existence de deux éléments importants, qui sont la préméditation et l'intention criminelle. Pour ces deux éléments, il ne suffit pas de les lier à un couteau à couper des légumes qui se trouvait dans la poche de mon client, ni à ses aveux selon lesquels il a ôté la vie à la victime.

Les faits qui ont précédé l'acte (meurtre) confirment que mon client a été contraint de repousser une agression commise par la victime qui lui aurait coûté la vie. En jetant un bol d'eau sur les jambes de mon client et en essayant de le frapper à coup de mains, puis avec un manche à balai, ensuite avec une machette, démontre clairement l'absence de l'élément prémédité dans le crime de la situation. Mon client risquait d'être la victime aujourd'hui.

Tous les incidents qui ont précédé l'acte, Dieu merci, ont eu des témoins, et la plupart d'entre eux ont prêté le serment légal, que ce soit au cours de l'enquête ou du procès, et ils ont confirmé que si la victime n'avait pas agressé mon client avec la machette, il n'aurait pas été contraint de sortir le couteau et de le poignarder.

Par conséquent, l'élément d'intention criminelle est écarté. La relation causale entre l'activité de la victime et l'accusé fait que le but du coup de couteau est très clair : repousser l'attaque pour se protéger et protéger le droit à la vie.

2. L'absence de préméditation :

Monsieur le Président, honorables conseillers, honorables jurés, distingués procureurs,

Est-il raisonnable que quelqu'un tenant à commettre un meurtre choisisse un café plein de témoins oculaires comme scène de son crime ? Est-il raisonnable pour répondre à une attaque soudaine, de s'asseoir, de préparer la conjecture et de planifier pendant des heures ?

Incroyable. Mon client a été contraint de repousser une agression qui ne lui a pas donné le temps de réfléchir, car l'agression entreprise par la victime, plus forte et plus violente, s'est déroulée en trois étapes successives et rapprochées (coups par les mains, coups de manche de balai, coups de machette). Quant à mon client, il a été contraint de se servir du couteau qu'il avait en sa possession une seule fois.

Le moment de la mort, au terme de la vie, est écrit par Allah, et nous sommes tous constitués d'un corps et d'une âme. Le corps se désintègrera joyeusement dans la poussière, alors quel sort attend cette âme qui rencontrera son maître ?

En conséquence : les faits de cette affaire ne réunissent pas les éléments fondamentaux du crime d'assassinat avec préméditation, d'intention criminelle, de causalité et de préméditation, conformément aux articles 254, 255, 256, 261/F1 du Code pénal algérien.

La deuxième partie : je justifierai l'acte (le meurtre) et le droit de mon client à se défendre.

Ô Juges de la terre, le premier but de notre existence dans cet univers

n'est-il pas d'adorer un seul Seigneur, Unique et Juste ? Je fais appel à l'aide d'Allah dans cette défense.

Je m'appuie sur la première loi, la loi divine, la loi céleste, le Coran, après, au nom d'Allah, le Clément, le Miséricordieux. « Attaquez donc ceux qui vous attaquent. Redoutez Allah en sachant qu'Allah est avec les pieux », Soura la Albaqarah, verset 194.

J'ai remarqué que mon client a mis en pratique la prescription du verset coranique dans son premier volet, et j'espère que oui et nous serons parmi les pieux, s'il plaît à Allah.

La deuxième loi sur laquelle je prends appui est la Sunna de notre bien-aimé Muhmmad, que Dieu le bénisse et lui accorde la paix. Il a été rapporté par Mouslim, d'après Abu Hurairah, qu'Allah l'agrée, qu'il a dit : « Un homme s'est adressé en ces mots au Messenger d'Allah, qu'Allah le bénisse et lui accorde la paix : Ô Messenger d'Allah, que faire si un homme vient prendre mon bien ? » Il dit : « Ne lui donne pas ton argent. » Il dit : « Que faire s'il me combat ? » Il a dit : « Combattez-le. » Il a dit : « Et s'il me tue ? » Il a dit : « Vous êtes un martyr. » Il a dit : « Et si je le tue ? » Il a dit : « Il est en Enfer. » Grande vérité du Messenger d'Allah.

Troisième loi sur laquelle je m'appuie est le Code pénal algérien. Toute personne dans cette vie a le droit de protéger sa personne, ses biens et son honneur, et la loi algérienne le protège en lui permettant de se défendre en cas d'agression, conformément aux articles 39 et 40 du Code pénal algérien.

Quant à la sagesse derrière l'autorisation de la légitime défense, c'est équilibrer les intérêts de la société et donner la priorité à un intérêt plutôt qu'à un autre. L'intérêt de l'initiateur de l'agression n'est pas considéré comme digne de protection.

En effet, Monsieur le Président, la justice ne se réalise pas seulement dans une salle, mais plutôt dans la société dans son ensemble.

Les commentateurs de la loi déclarent que pour qu'un cas de légitime défense soit établi, il peut suffire que la victime ait commis un acte dans lequel l'accusé craint qu'un crime violent ne soit commis contre lui, et toutes les conditions de légitime défense sont réunies dans le cas présent : la nécessité de la légitime défense était nécessaire, la proportionnalité de la

défense avec la défense s'applique également à notre cas actuel, car la riposte est intervenue au même moment et au même endroit que l'agression faite par l'initiateur de l'assaut.

Et la règle fondamentale est que la justice pénale est une justice de logique et de raison, et les lois ont été écrites pour faire la justice et non pour traduire l'accusé.

Oh, permettez-moi d'éclairer l'honorable tribunal pénal sur le fait que le nom « Aizet » porté par mon client n'est pas un nom mafieux ou un nom relatif à des actes méprisables. Son histoire est plutôt qu'il jouait au jeu de dominos lorsqu'un jeune enfant, plaisantant avec lui, l'a appelé par ce nom, alors les habitants de sa petite ville ont commencé à le connaître sous le nom de « Aizet ».

Par conséquent, les circonstances de cette affaire confirment l'existence d'un état de légitime défense.

Monsieur le Président, messieurs les conseillers, messieurs les jurés, Mesdames et Messieurs les procureurs,

Les paroles que je viens d'exposer devant vous sont des extraits de différents textes :

Paroles d'Allah au verset 194 de la Soura la Vache,

Paroles du Messenger d'Allah dans son Hadiith, qu'Allah le bénisse et lui accorde la paix,

Paroles des articles 39 et 40 du Code pénal

Paroles des articles 254, 255, 556 et 261/F1.

A vous de choisir.

Seule votre conscience vivante, imbue de l'esprit de justice et d'équité, est garante du droit à la défense, à la vie, à la justice et à la liberté de mon client.

Merci.

Me Lakhdari CHAHRAZAD
Barreau de Blida, Algérie

« Kirill, prisonnier de guerre à perpétuité »

Me Clémence COTTINEAU
Barreau de Paris, France

Que sont-ils devenus ?

Est-ce qu'ils vont bien ?

Kirill Hakobyan est sans nouvelle de sa famille, il n'est d'ailleurs au courant de rien.

On ne lui dit rien, on ne lui fournit aucune explication.

Il ne peut qu'interroger le ciel qu'il aperçoit à travers les barreaux de la coursive.

Est-ce qu'il ne sortira jamais d'ici ?

Il n'y croit plus, et espérer est illusoire.

La république autoproclamée du Haut-Karabagh, également dénommé Nagorno ou Nagorny, est située en Azerbaïdjan mais elle est majoritairement peuplée d'Arméniens.

Le 26 novembre 1991, une première guerre a éclaté entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan qui se disputent ce territoire.

À la fin du conflit, en 1994, l'Arménie exerçait sa souveraineté sur une grande partie de l'enclave du Haut-Karabakh ainsi que sur sept districts à majorité azérie. En mai 1994, un cessez-le-feu est signé sous l'égide du voisin russe mais les affrontements ne cessent pas pour autant.

Le 27 septembre 2020, l'Azerbaïdjan a bombardé la ville arménienne de Stepanakert et a progressé en territoire arménien au cours du mois d'octobre 2020.

Au cours de ce conflit, l'Azerbaïdjan a violé le droit humanitaire et notamment, la Convention (IV) de Genève du 12 août 1949 relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre. Il a également eu recours à des armes prohibées par le droit international telles que des bombes à sous-munitions.

Depuis trois ans, Kirill revoit les scènes qui ont précédé sa capture par

l'armée azerbaïdjanaise.

Kirill est né et a grandi à Goris, dans la région de Syunik, en Arménie. Il s'est engagé volontairement et a été intégré à l'armée arménienne au cours du mois de septembre 2020. Il a été fait prisonnier par l'armée Azerbaïdjanaise alors qu'il défendait son pays.

Son unité essuyait des tirs d'artillerie dans le cadre de l'assaut terrestre d'envergure mené par l'armée Azerbaïdjanaise. Il avait été envoyé en mission de reconnaissance aux alentours de Stepanakert lorsqu'il a été capturé par des militaires azerbaïdjanaïses accompagnés de mercenaires d'origine syrienne.

Il était accompagné de son ami, Vassak. Ils s'étaient engagés ensemble et étaient depuis inséparables. Vassak assurait la liaison radio avec le reste de l'unité lorsqu'il a été touché par une balle au niveau de l'abdomen. La balle n'avait fait qu'effleurer Kirill.

Sans une once d'hésitation, Kirill a chargé Vassak sur son dos, sa kalachnikov à la main. Alors qu'il se repliait et tentait de rejoindre son unité, il est littéralement tombé sur une patrouille de l'armée azerbaïdjanaise.

C'est du moins ce qu'il a imaginé car il n'est pas certain de se souvenir vraiment. Il courait, aussi vite que le lui permettait le poids de son ami lesté sur son dos, lorsqu'il avait ressenti un choc violent à la nuque puis le noir... complet.

Lorsqu'il s'était réveillé, sa tempe était en contact avec de la terre humide. Il ne pouvait pas bouger. Il était entravé. On lui avait attaché les mains derrière le dos et des fers lui enserraient les chevilles.

Il se trouvait dans une caserne avec d'autres prisonniers, des Arméniens comme lui. Pendant combien de temps était-il resté sans connaissance ?

Il n'en savait rien et ce « black-out » le terrorisait.

Il pensait à son ami Vassak en réalisant qu'il ne le reverrait jamais.

Puis, il songeait à sa mère, à son père, à sa sœur...

Il a ensuite vécu tellement de souffrances, tellement d'humiliations. Il a été témoin de tellement d'exactions. Il repense à ce jour où les soldats

azéris ont aligné dix prisonniers arméniens en uniforme militaire, bien sûr désarmés, avant de les exécuter sommairement d'une balle dans la tête. Ils étaient tous si jeunes. Il a été contraint d'assister à ce sinistre « spectacle », pour l'exemple.

Il a été soumis à des interrogatoires plus que coercitifs. Des militaires azerbaïdjanais ne cessaient de lui demander dans quelle unité il avait été incorporé lors de la première guerre au début des années 1990. Il ne cessait alors de répéter qu'il était trop jeune pour être mobilisé à l'époque et qu'il n'avait que peu d'expérience militaire compte tenu de son récent engagement.

On l'accusait également d'être un terroriste et on lui demandait par qui il avait été recruté, quelles étaient ses cibles, ses objectifs ?

On lui répétait que ses réponses n'étaient absolument pas convaincantes et on le rouait de coups. Sa vie se résumait à cela, de manière absurde.

Invoquer des faits de terrorisme permettait aux autorités azerbaïdjanaises de contourner le droit international humanitaire dans la mesure où elles affirmaient que les détenus étaient des terroristes qui ne méritaient pas le statut de prisonniers de guerre au sens des Conventions de Genève.

Pourquoi est-il toujours en vie ? Il n'en sait rien. On lui parle vaguement d'un procès à venir mais tout cela n'a aucun sens. On lui parle de terrorisme, d'atrocités qu'il aurait commises...il a compris depuis longtemps maintenant que clamer son innocence était vain.

Des rumeurs de libération immédiate aussitôt démenties contribuent à son effondrement psychologique et le déstabilisent.

Au cours de ce conflit, les membres de l'armée azerbaïdjanaise ont commis des crimes de guerre en violation du droit international humanitaire, et ce, en toute impunité. Plus encore, les exécutions extrajudiciaires et les mutilations ont participé d'une véritable politique de la terreur.

Une terreur orchestrée, notamment via les réseaux sociaux, qui perpétue un climat de haine et empêche toute réconciliation pérenne.

Le 9 novembre 2020, le premier ministre arménien, Nikol Pachinian, a signé, avec le président azerbaïdjanais, un accord de cessez-le-feu

mettant fin aux hostilités, toujours sous l'égide de la Russie. Cet accord est entré en vigueur le 10 novembre 2020.

En vertu de cet accord, l'Azerbaïdjan conservait les territoires conquis et récupérait l'ensemble des sept districts à majorité azérie sur lesquels l'Arménie exerçait sa souveraineté depuis 1994. Le point 8 de l'accord trilatéral de cessez-le-feu réglait également le sort des personnes détenues ou des otages, prévoyait l'échange de prisonniers de guerre et la restitution des corps des soldats morts au combat.

La troisième Convention de Genève de 1949 ainsi que le Protocole additionnel I de 1977 énoncent les règles visant à protéger les prisonniers de guerre dans le cadre d'un conflit armé international. Les prisonniers de guerre se définissent ainsi comme les membres des forces armées d'une partie à un conflit tombés aux mains de la partie adverse.

Ainsi que le rappelle le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), « les prisonniers de guerre (PG), ont toujours été particulièrement vulnérables aux abus en raison de leur proximité avec l'ennemi et du fait que leur captivité se déroule généralement dans un contexte d'animosité » .

Kirill en a vaguement conscience mais les prisonniers de guerre tels que lui, ne peuvent être poursuivis pour le simple fait d'avoir participé directement aux hostilités. Ils doivent ainsi être libérés puis rapatriés sans tarder dès la fin des hostilités. Ils peuvent être traduits en justice pour d'éventuels crimes de guerre mais en aucun cas pour des actes de violences licites au sens du droit international humanitaire.

L'Arménie et l'Azerbaïdjan sont tous deux signataires de la troisième Convention de Genève relative au traitement des prisonniers de guerre.

Ce texte exige que les prisonniers de guerre soient traités avec humanité, en toutes circonstances, durant le temps de leur captivité. Ils ne doivent être soumis à aucun acte de violence ou d'intimidation. En vertu du droit international humanitaire, ils doivent également avoir accès à des conditions sanitaires et d'hygiène élémentaires appropriées.

Ils doivent également pouvoir entretenir des correspondances avec leur famille et leurs proches par l'intermédiaire de courriers et de messages. Ils peuvent également recevoir des colis individuels contenant de la

nourriture, des vêtements ou des médicaments.

Kirill n'a jamais rien reçu.

Les mesures de représailles à l'égard des prisonniers de guerre sont strictement interdites. Ainsi que l'a affirmé Ramin Mahnad, conseiller juridique du CICR, « (...) les Conventions de Genève servent de rempart contre la cruauté et réaffirment l'idée que, même en temps de guerre, il y a des limites ».

En tout état de cause, Kirill doit conserver son statut de prisonnier de guerre et bénéficie de la Troisième Convention de Genève jusqu'à sa libération effective et à son rapatriement.

Mais que signifient ces mots pour Kirill ? Que lui reste-t-il lorsque le pays qui le détient aujourd'hui ne respecte pas ses engagements internationaux ni l'accord de cessez-le-feu du 9 novembre 2020 ?

Quels sont ses recours ?

Quand bien même il serait formellement mis en cause par une autorité de poursuite azerbaïdjanaise, il aurait le droit à un procès équitable tel que garanti par l'article 6 § 1 de la Convention européenne des Droits de l'Homme.

« Toute personne a droit à ce que sa cause soit entendue équitablement... »

Conformément à ce texte, Kirill aurait dû être informé dans le plus court délai, dans une langue qu'il comprenait et d'une manière détaillée, de la nature et de la cause de l'accusation portée contre lui.

Pourtant, il est maintenu dans l'ignorance et cela participe de la torture psychologique exercée contre lui, sans parler des interrogatoires incessants dont il fait l'objet.

Dans l'affaire Géorgie c. Russie (II), la Cour européenne des droits de l'Homme s'est penchée sur les conditions de détention de populations civiles et prisonniers de guerre géorgiens par les forces russes à la suite d'un conflit militaire ayant eu lieu en Géorgie. La Cour a souligné que les prisonniers de guerre disposaient d'un statut particulier accordé par le droit international humanitaire qui n'avait pas été respecté dès lors que les prisonniers avaient été soumis à diverses formes de mauvais

traitements considérés comme des actes de torture.

Il se murmure dans la caserne, de cellules en cellules, que les prisonniers de guerre arméniens serviraient de « monnaie d'échange » dans le cadre de négociations entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan. Kirill ne veut pas y croire, il a foi en son pays, c'est la raison pour laquelle il s'est engagé.

Kirill Hakobyan est détenu dans des conditions dégradantes. Il a été soumis à des traitements déshumanisants et à la torture lors de sa capture et pendant le temps de sa captivité. Le droit international humanitaire interdit la torture et les autres traitements dégradants ou inhumains. La torture et les mauvais traitements infligés aux prisonniers de guerre constituent des crimes de guerre.

Je demande la libération immédiate et inconditionnelle de Kirill Hakobyan détenu arbitrairement en Azerbaïdjan et privé des droits inhérents à son statut de prisonnier de guerre.

Par ailleurs, je demande la création d'une commission d'enquête indépendante et publique chargée de faire toute la lumière sur les circonstances dans lesquelles Kirill Hakobyan a été détenu arbitrairement sur le territoire azerbaïdjanais sans que ses proches ne sachent s'il était vivant ou mort.

Enfin, je rappellerai que les États doivent lutter contre l'impunité, lutte si chère au magistrat Louis Joinet, afin d'engager des poursuites contre les responsables identifiés, de rendre justice aux victimes et de dissuader la commission ultérieure de violations des droits de l'Homme et du droit international humanitaire.

Me Clémence COTTINEAU
Barreau de Paris, France

« Des réfugiés oubliés »

Me Rezzak RAHMANI
Barreau de Sétif, Algérie

Allah Tout-Puissant dit dans sa révélation finale... « Ceux donc qui ont émigré, qui ont été expulsés de leurs demeures, qui ont été persécutés dans Mon chemin, qui ont combattu, qui ont été tués, je tiendrai certes pour expiés leurs mauvaises actions et les ferai entrer dans les Jardins sous lesquels coulent les ruisseaux, comme récompense de la part d'Allah. Quant à Allah, c'est auprès de Lui qu'est la plus belle récompense. »

Sourate La famille d'Imran, verset 195.

À chaque Palestinien où qu'il se trouve, à chaque réfugié déplacé et souffrant des malheurs de l'oppression dans toutes les régions du monde,

Messieurs... Voici mon plaidoyer...

Si l'on interroge les citoyens du monde sur la question palestinienne, leur réponse peut différer, tant dans ses aspects historiques que juridiques, car à l'origine cette question dépasse un simple différend sur une parcelle de terre. Néanmoins, la réponse qui fait l'unanimité est que la question palestinienne n'a pas trouvé de solution, et qu'à ce jour de nombreuses personnes en souffrent, dont probablement une majorité dépossédée de ses biens et de ses terres, avant d'être contrainte à l'exil. Aujourd'hui, ces exilés vivent en diaspora dans différents pays du monde, diaspora dont la superficie s'élargit jour après jour, au rythme des générations. Un précédent malheureux dans l'histoire moderne, car l'humanité n'a jamais vu auparavant une minorité d'étrangers expulser la majorité des citoyens d'un pays et prendre leur place, *manu militari*.

Monsieur le Président, distingués membres du jury,

Le cas que je vais vous présenter aujourd'hui, et pour lequel j'ai chamboulé mon agenda d'avocat, m'a conduit au Liban à l'automne 2022, d'une part pour préparer ma participation à cette dixième édition, et, d'autre part, afin d'éclairer le public mondial sur la situation des

Palestiniens oubliés hors de leur pays. J'ai réussi à visiter le camp d'Ain Hilweh à Saida, malgré les obstacles et les difficultés rencontrés. Ce camp, appelé la capitale de l'asile palestinien, est l'un des plus anciens camps du Liban. Là, m'a arrêté le cas de la réfugiée palestinienne Insaf Rifqat et son fils unique Muhammad. Pendant tout le temps que j'ai passé à écouter son récit, elle ne cessait de répéter : « Je suis Palestinienne, ramenez-moi dans mon pays. »

Insaf est déplacée de force de son village en 2000 avec sa famille, à cause de l'édification par Israël du mur de séparation, l'établissement de colonies et la confiscation du petit lopin de terre appartenant à son mari. Elle raconte, sous l'effet de l'émotion, ce qu'elle a souffert et l'enfer dont elle a été témoin. Déplacée de force, elle est partie en Irak, avec son mari, mais après trois ans seulement, elle était obligée de quitter ce pays, mis à feu et à sang par la guerre.

Elle a ensuite fui vers Amman qui ne pouvait plus accueillir davantage de réfugiés, vu le grand nombre de personnes déplacées déjà sur place. Elle a dit à son mari : « Allons en Syrie, travaillons-y et vivons. » Ils sont allés en Syrie, mais la Syrie a été également dévastée par la guerre qui a emporté son mari, tué sous ses yeux. Alors elle a fui avec ses deux enfants, Ahmed et Muhammad, traversant barrières et barbelés, parmi de grands nombres de personnes fuyant pour sauver leurs vies. A bord d'un bateau en compagnie de 150 personnes, des Palestiniens déplacés pour la plupart, dont des enfants, des personnes âgées et des nourrissons, elle devait sacrifier l'un de ses enfants. Les vagues subitement agitées heurtant les bords du bateau, le capitaine s'écria : « Vous devez alléger la charge du bateau, il ne peut plus supporter. Chacun doit choisir soit de se jeter lui-même et ses enfants à la mer, soit de jeter la moitié hors du bateau. » A ces mots, Insaf affirme s'être quasiment affolée. Que faire ? Mourir avec ses enfants en pleine mer, ou jeter l'un d'eux et sauver l'autre ? Elle les regarda et se dit : « Oh Seigneur, ils sont plus précieux que mon âme. Je ne peux pas me suicider, moi et mes enfants, et les priver de cette vie où nous sommes suffisamment malmenés. » Elle les regarda et se dit : « Qui jeter ? Ahmed ou Muhammad ? Ahmed est bon, intelligent, et Mohamed gentil et timide. »

« Ahmed a onze ans alors que Muhammad en a six. Si je jette Ahmed,

il pourrait peut-être nager et survivre, mais Muhammad est jeune et va sûrement se noyer. » Soudain, face à la panique et la peur, les passagers du bateau commençant à jeter bébés, vieilles personnes, handicapés, l'ont regardée en disant : « Jetez-vous avec vos fils ou jetez l'un d'eux. Il n'y a pas de temps à perdre, nous nous noyons. » Alors Însaf s'est approchée de son fils aîné, Ahmed, l'a serré dans ses bras et l'a embrassé avant de lui dire : « Tu sais, mon fils, combien je t'aime, mais tu es un homme. Je ne veux pas que tu te rendes aux vagues. Je veux que tu nages, que tu nages et que tu arrives à la plage. Je veux que tu résistes à la mort, mon fils. » Puis elle le jeta, le cœur meurtri. Le bateau s'éloignait rapidement laissant son fils Ahmed en pleine mer, levant les mains et criant : « Maman, ne me quitte pas. » Elle lui criait : « Remue toi, ne te rends pas aux vagues. » Après l'avoir perdu de vue, elle se retourna vers son jeune fils Muhammad et vit qu'il lui jetait des regards perçants : « Pourquoi as-tu tué mon frère, mère ? » demandait-il. Alors elle se leva, choquée, comme une folle. au milieu du bateau criant à tue-tête : « Je suis Palestinienne. J'ai vécu réfugiée. J'ai vécu dans l'espoir de retourner dans mon pays natal, et maintenant je meurs réfugiée. Mon fils est mort sous mes yeux. La vie est morte en moi. »

Însaf et son fils Muhammad sont, depuis cet incident, dans ce camp parmi d'autres palestiniens dans des conditions pour le moins indignes pour l'espère humaine.

Monsieur le Président, distingués membres du jury,

Însaf est un échantillon authentique représentatif de millions de personnes déplacées de leur pays depuis la Nakba palestinienne en 1948, parmi des millions disséminés à travers le monde, des millions tapis dans les camps de la bande de Gaza, en Cisjordanie, au Liban, en Jordanie et en Syrie.

Un échantillon témoin vivant de la laideur et de la cruauté de la conspiration sioniste, et preuve suffisante du droit imprescriptible des réfugiés au retour dans leurs terres.

Tout cela se produit au quotidien sous nos propres yeux, défiant la résolution n°194 de l'Assemblée générale de l'ONU, sur le droit au retour dans son article 11 où elle déclarait ce qui suit : « Décide qu'il y'a lieu de

permettre aux réfugiés qui le désirent, de rentrer dans leurs foyers le plus tôt possible et de vivre en paix, et que des indemnités doivent être payées à titre de compensation pour tout bien perdu ou endommagé ». Mais malheureusement, la résolution n°194 reste lettre morte, jusqu'à l'écriture de ces lignes, et raison du refus obstiné de l'entité sioniste à la mettre en œuvre.

Tout cela, chers messieurs, arrive à nos enfants, mères et pères déplacés, en violation de l'article 13 de la Déclaration universelle des droits de l'Homme, qui énonce dans son deuxième paragraphe que : « Toute personne a le droit de quitter tout pays, y compris le sien, et de revenir dans son pays. » Ainsi que le Pacte international relatif aux droits civils et politiques à l'article 12, paragraphe 4, qui affirme que : « Nul ne peut être arbitrairement privé du droit d'entrer dans son propre pays. »

Messieurs les membres de l'honorable jury,

Il y a seulement quelques mois, nous, les Arabes, avons célébré, comme d'habitude, le 75^{ème} anniversaire de la Nakba palestinienne, sans nouveauté. Que des discours de routine. Mon espoir et ma demande à votre honorable instance est d'accélérer la recherche d'une solution pour le retour dans leurs foyers des Palestiniens déplacés, que ce soit en accélérant la mise en œuvre de la résolution n°194, sans tenir compte de la position de l'entité sioniste et de ses alliés, ou en promulguant une autre résolution contraignante de l'ONU qui remplace la précédente résolution.

En conclusion, lors de mon court séjour au camp d'Ain al-Hilweh, j'ai particulièrement été affecté par des phrases prononcées par un homme rencontré parmi les centaines de personnes déplacées :

« Ramenez-nous à notre pays... Ramenez-nous à notre pays. »

Je vous remercie.

Me Rezzak RAHMANI
Barreau de Sétif, Algérie

كل هذا يحدث ونراه بأعينا يوميا خلافا للقرار الأممي رقم 491 الذي تبنته الجمعية العامة للأمم المتحدة الذي نص أساسا إلى الإشارة إلى حق العودة في البند 11 حيث جاء فيه ما يلي «» لقد تقرر وجوب السماح بالعودة في أقرب وقت ممكن للاجئين الراغبين في العودة إلى ديارهم

والعيش بسلام ووجوب دفع التعويضات عن الممتلكات وعن كل مفقود أو مصاب بضرر «» لكن للأسف لحد كتابة هاته الأسطر لا يزال القرار رقم 194 حبرا على ورق والسبب تعنت الكيان الصهيوني في تطبيق هذا القرار .

يحدث كل هذا سادتي الكرام في حق أبنائنا وأمهاتنا وأبائنا المهجرين خلافا للمادة 13 من الإعلان العالمي لحقوق الإنسان في فقرتها الثانية التي نصت على أنه «» يحق لكل فرد أن يغادر أي بلاد بما في ذلك بلاده ، كما يحق له العودة إليها «» ، وكذا العهد الدولي للحقوق المدنية والسياسية في مادته 12 الفقرة 04 الذي نص على «» عدم جواز حرمان أي أحد تعسفا من حق دخول بلده «» .

سادتي أعضاء لجنة التحكيم الموقرة

منذ أشهر قليلة ماضية فقط إحتفلنا نحن العرب كالعادة بالذكرى 75 للنكبة الفلسطينية دون أي جديد يذكر عدا الخطابات الروتينية ، فرجائي وإلتماسي من هينتكم الموقرة الإسراع في إيجاد حل لعودة المهجرين الفلسطينيين لديارهم سواء من خلال الإسراع في تطبيق القرار رقم 491 بغض النظر عن موقف الكيان الصهيوني والدول الحليفة معها أو إستصدار قرار أممي آخر ملزم يغني عن القرار السابق

وختاما ، و طيلة تواجدي القصير بمخيم عين الحلوة والله لم يسبق لي وأن تأثرت بعبارات مثل العبارات التي قيلت على كلمة رجل واجد من مئات المهجرين الموجودين هناك

« رجعونا لبلدنا ... رجعونا لبلدنا «

والرضع أغلبهم من الفلسطينيين المهجرين، وفي لحظة هاجت الأمواج وتلاطمت وضربت أطراف القارب فصرخ الربان بالقول «عليكم أن تخففوا من حمل القارب لم يعد القارب يحتمل فعلى كل واحد أن يختار إما أن يرمي بنفسه وبأولاده في البحر أو أن ترموا بنصفهم وتتجو بالنصف الآخر»، سمعت إنصاف ما قاله الربان فأصابها الجنون ، ماذا تفعل هل تموت مع أولادها في عرض البحر أم ترمي بأحدهم وتتجو بالأخر نظرت إليهما وقالت في نفسها «يا رب إنهما أعلى من روعي لا أستطيع قتل نفسي وأبنائي وأحرمهم من الحياة التي ضاقت بنا»، نظرت إليهما وقالت «أرمني من... أحمد أم محمد ، فأحمد حنون وذكي ومحمد طيب وخجول ،

أحمد عمره 11 سنة ومحمد عمره ستة سنوات ، إذا رميت أحمد قد يستطيع السباحة وينجو أما محمد فهو صغير وحتما سيغرق، وفجأة وأمام حالة الهلع والذعر بدأ الناس في القارب برمي من كان معه فمنهم من رمى الرضيع ومنهم من رمى العجوز والشيوخ والمعاق ، بعدها نظروا إليها وقالوا «إرمني بنفسك مع أبنائك أو إرمني أحد منهما لا يوجد وقت سنغرق لا محالة»، فأقتربت إنصاف من ابنها الكبير أحمد وإحتضنته وقبلته وقالت له «تعلم يا بني كم أحبك ولكنك رجل ولا أريدك أن تستسلم للموج ، أريدك أن تسبح وتسبح وأن تصل للشاطئ ، أريدك أن تقاوم الموت يا بني» وقامت بعدها برميها والسكاكين تقطع قلبها وبدأ القارب يبتعد وإبنها أحمد في البحر يرفع يديه ويقول «أمي لا تتركيني» وهي تصرخ وتقول «تحرك لا تستسلم للأمواج» وفجأة إختفى إبنها عن الأنظار فنظرت لإبنها الصغير محمد فرأته ينظر إليها وعيونه كالسيوف وقال لها «لماذا قتلتي أخي يا أمي» فوقفت من شدة الصدمة كالمجنونة في وسط القارب وصرخت صرخة كبيرة وقالت «أنا فلسطينية ، عشت لاجئة ، عشت على أمل أن أعود لوطني ، وها أنا أموت وأنا لاجئة ، مات إبني أمام عيني وماتت الحياة في داخلي»

ومنذ هاته الحادثة وإنصاف وإبنها محمد متواجدان بهذا المخيم مع باقي الفلسطينيين الآخرين في ظروف اقل ما يقال عنها أنها بعيدة كل البعد عن الحياة الكريمة للإنسان.

سيدي الرئيس ، سادتي أعضاء لجنة التحكيم الموقرة

إنصاف هي عينة حقيقية من بين ملايين المهجرين من بلادهم منذ النكبة الفلسطينية سنة 1948 ، من بين الملايين المشتتين في بقاع العالم ، من بين الملايين المتواجدين عبر المخيمات في قطاع غزة وفي الضفة الغربية وفي لبنان و الأردن وسوريا .

عينة تعد شاهدا حيا على بشاعة المؤامرة الصهيونية وقسوتها ودليلا كافيا على حق اللاجئين في العودة إلى أراضيهم كونها من الحقوق التي لا تسقط بالتقادم .

« لاجئون منسيون »

رحماني رزاق

إن سألت أي فرد في هذا العالم عن القضية الفلسطينية ، قد تختلف الإجابة بشقيها التاريخي والقانوني لكل واحد كونها في الأصل تتعدى مجرد الخلاف حول قطعة أرض، لكن الإجابة التي سيجمعون عليها الكل هي أن القضية الفلسطينية لم تحل ليومنا هذا وأنا أناسا كثير يعانون بسببها ، لعل أغلبهم أولئك الذين جردوا من ممتلكاتهم وأراضيهم وألقي بهم خارج حدود فلسطين، وهم اليوم يعيشون الشتات في مختلف دول العالم بل أن رقعة الشتات تزداد يوما بعد يوم مع تزايد الأجيال. في سابقة مؤسفة في التاريخ الحديث إذ لم تشهد البشرية من قبل قيام أقلية من الغرباء بطرد أكثرية مواطني البلد وأخذ مكانهم بالقوة .

سيدي الرئيس ، سادتي أعضاء لجنة التحكيم الموقرة

القضية التي سأعرضها عليكم اليوم تحديد الظروف الوقتية في عملي كمحامي وسافرت لأجلها إلى لبنان خريف 2022 ، أولا تحضيرا للمشاركة في هاته الطبعة العاشرة ، وثانيا من أجل تنوير الرأي العام العالمي حول حالة الفلسطينيين المنسيين المهجرين من بلدهم ، فكانت لي زيارة إلى مخيم عين حلوة بصيدا رغم ما صادفته من عوائق وصعوبات في الدخول إليه ، ويعد هذا المخيم من أقدم المخيمات الموجودة في لبنان ويسمى عاصمة اللجوء الفلسطيني ، هناك إستوقفتني قضية اللاجئين الفلسطينية إنصاف رفقة إبنا الوحيد محمد وطيلة فترة جلوسي معها أستمع لحكايتها كانت دائما تردد عبارة «أنا فلسطينية رجعوني لبلدي»

إنصاف التي هجرت سنة 2000 من قريتها قسرا رفقة عائلتها بسبب إقامة الكيانإسرائيلي للجدار العنصري الفاصل وإقامة المستوطنات ومصادرة قطعة الأرض الصغيرة التي يمتلكها زوجها ، تحكي هاته المرأة بحرقه عما عانته وعما رأته من جحيم حيث وبعد تهجيرهم عنوة وقسرا رحلت مع زوجها إلى العراق ، لكن وبعد ثلاث سنوات فقط إشتعلت العراق حربا ونارا فوجدت نفسها تحترق في العراق المشتعلة ، نزحت بعدها إلى عمان فوجدت أن عمان مكتظة باللاجئين والنازحين فلم تستوعب ذلك الكم الهائل من المخيمات الموجودة هناك فقالت لزوجها دعنا نذهب لسوريا نعمل هناك ونعيش فذهبوا لسوريا ، لكن سوريا إشتعلت هي الأخرى حربا وقتلا ودمارا وقتل زوجها هناك أمام أعينها فهربت مع طفلها أحمد ومحمد وقطعت الحواجز والأسلاك الشائكة فوجدت نفسها وسط عدد هائل من الهاربين بحثا عن الحياة ، ركبت القارب مع 150 شخصا من الأطفال والشيوخ

لكنه ظل يجهل كل شيء عن هذه التهمة، وهذا جزء من التعذيب النفسي الذي يتعرض له، ناهيك عن الاستجواب المتواصل الذي يخضع له.

في قضية جورجيا ج. روسيا (الثانية)، نظرت المحكمة الأوروبية لحقوق الإنسان في ظروف احتجاز السكان المدنيين وأسرى الحرب الجورجيين من قبل القوات الروسية في أعقاب النزاع العسكري الذي وقع في جورجيا، وشددت المحكمة على أن أسرى الحرب يتمتعون بوضع خاص يمنحه القانون الإنساني الدولي ولم يتم احترامه لأن الأسرى تعرضوا لمختلف أشكال سوء المعاملة التي تعتبر من أعمال التعذيب.

ويشاع في التكنات من زنانة إلى أخرى أن أسرى الحرب الأرمن سيكونون بمثابة «أوراق مساومة» في سياق المفاوضات بين أرمينيا وأذربيجان، لكن كيريل لا يريد أن يصدق ذلك، فثفته في بلاده التي دفعته أصلاً للانخراط في الجيش لم تنزع.

إن كيريل هاكوبيان محتجز في ظروف مهينة، وقد تعرض للمعاملة اللاإنسانية والتعذيب لدى القبض عليه وأثناء وجوده في الأسر وذلك على الرغم من أن القانون الإنساني الدولي حظر التعذيب وغيره من ضروب المعاملة المهينة أو اللاإنسانية، ويعد تعذيب أسرى الحرب وإساءة معاملتهم جرائم حرب.

أنا أطالب بالإفراج الفوري وغير المشروط عن كيريل هاكوبيان المحتجز تعسفياً في أذربيجان والمحروم من الحقوق الملازمة لوضعه كأسير حرب.

من جهة أخرى أدعو إلى إنشاء لجنة تحقيق مستقلة وعمومية مسؤولة عن تسليط الضوء على الظروف التي تم فيها احتجاز كيريل هاكوبيان تعسفياً على الأراضي الأذربيجانية دون أن يعرف أقاربه ما إذا كان حياً أم ميتاً.

وأخيراً، أود أن أذكركم بأنه من واجب الدول أن تحارب الإفلات من العقاب - وهو نضال عزيز على القاضي لويس جوانيه - من أجل الشروع في إجراءات ضد المسؤولين الذين يتم التعرف عليهم، وتوفير العدالة للضحايا، وردع ارتكاب انتهاك حقوق الإنسان لاحقاً والقانون الإنساني الدولي.»

ويدرك كيريل هذه الحقيقة بشكل غامض، ولكن من غير الممكن أن يحاكم أسرى الحرب من أمثاله لمجرد مشاركتهم بشكل مباشر في الأعمال العدائية، لذلك يجب إطلاق سراحهم ومن ثم إعادتهم إلى وطنهم دون تأخير بمجرد انتهاء الأعمال العدائية، ويمكن تقديمهم إلى العدالة بتهمة ارتكاب جرائم حرب محتملة، ولكن ليس بأي حال من الأحوال بسبب أعمال العنف المشروعة بالمعنى المقصود في القانون الإنساني الدولي. وقد وقعت كل من أرمينيا وأذربيجان على اتفاقية جنيف الثالثة المتعلقة بمعاملة أسرى الحرب.

ويقضي هذا النص بمعاملة أسرى الحرب معاملة إنسانية في جميع الظروف أثناء فترة أسره، ويجب ألا يتعرضوا لأي عمل من أعمال العنف أو التهريب. وبموجب القانون الإنساني الدولي، ويجب أن تتاح لهم إمكانية الوصول إلى الظروف الصحية والنظافة الأساسية المناسبة.

كما يجب أن يسمح لهم بالتواصل مع ذويهم ومراسلتهم، كما يسمح لهم كذلك بالحصول على طرود فردية تحتوي على طعام أو ملابس أو دواء.

لم يتمتع كيريل بأي من هذه الحقوق قط.

ويُمنع منعاً باتاً اتخاذ تدابير انتقامية ضد أسرى الحرب، وكما قال رامين مهند المستشار القانوني للجنة الدولية للصليب الأحمر فإن اتفاقيات جنيف بمثابة حصن ضد القسوة وتؤكد وجود حدود لا يسمح بتجاوزها حتى في زمن الحرب.

ومهما يكن فلكيريل الحق في أن يحتفظ بوضعه كأسير حرب ويستفيد من اتفاقية جنيف الثالثة حتى يتم إطلاق سراحه الفعلي وإعادته إلى وطنه.

ولكن ما الذي يعنيه هذا الكلام بالنسبة لكيريل؟ وما الذي يأمله إذا كانت الدولة التي تحتجزه اليوم لا تحترم لا التزاماتها الدولية ولا اتفاق وقف إطلاق النار المبرم في 9 نوفمبر 2020؟

بأي ملجأ يستعين؟

وحتى لو تم توجيه الاتهام إليه رسمياً من قبل هيئة الادعاء الأذربيجانية، فله الحق في محاكمة عادلة على النحو الذي تكفله الفقرة الأولى من المادة 6 من الاتفاقية الأوروبية لحقوق الإنسان.

«لكل فرد الحق في أن يُنظر في قضيته بشكل عادل...»

ووفقاً لهذا النص، كان ينبغي إبلاغ كيريل في أسرع وقت ممكن باللغة التي يفهمها وبشكل مفصل بطبيعة التهمة الموجهة إليه وسببها.

وقيل له مرارا وتكرارا إن إجاباته كانت غير مقنعة على الإطلاق، وتعرض للضرب المبرح، لقد كانت حياته تتلخص في مثل هذه السخافات.

كانت السلطات الأذربيجانية تتخذ الأعمال الإرهابية ذريعة للتحايل على القانون الإنساني الدولي حيث كانت تدعي أن المحتجزين إرهابيون ولا يستحقون وضع أسرى الحرب بالمعنى المقصود في اتفاقيات جنيف.

لماذا لا يزال على قيد الحياة؟ انه لا يعرف شيئا عن ذلك، تم إخباره بشكل غامض عن محاكمة قادمة ولكن كل ذلك لم يعد له معنى بالنسبة له، يتهمونه بالإرهاب وبفظائع يزعمون أنه ارتكبها... لقد فهم منذ فترة طويلة أن إعلانه لبراءته بلا جدوى. وقد ساهمت شائعات حول إفراج فوري تم نفيها على الفور في انهياره النفسي وزعزعة استقراره.

لقد ارتكب الجيش الأذربيجاني خلال هذا النزاع جرائم حرب، منتهكين بذلك القوانين الإنسانية الدولية، مع الإفلات التام من العقاب، وفوق ذلك انتهجوا سياسة إرهابية حقيقية تطبعها عمليات الإعدام والتشويه خارج نطاق القانون.

سياسة إرهاب ممنهجة، خصوصا عبر شبكات التواصل الاجتماعي، سياسة تديم مناخ الكراهية وتحول دون أي مصالحة دائمة.

في 9 نوفمبر 2020، وقع رئيس الوزراء الأرميني نيكول باشينيان مع الرئيس الأذربيجاني على اتفاق لوقف إطلاق النار ووضع حد للأعمال العدائية، دائما تحت رعاية روسيا، ودخل هذا الاتفاق حيز التنفيذ في 01 نوفمبر 2020، وبموجبه احتفظت أذربيجان بالأراضي التي احتلتها واستعادت جميع المقاطعات السبع ذات الأغلبية الأذرية التي مارست أرمينيا السيادة عليها منذ عام 1994، كما حددت النقطة 8 من اتفاق وقف إطلاق النار الثلاثي مصير المحتجزين أو الرهائن، ونصت على تبادل أسرى الحرب وإعادة جثث الجنود الذين قتلوا في المعارك.

وتحدد اتفاقية جنيف الثالثة لعام 1949 والبروتوكول الإضافي الأول لعام 1977 القواعد الرامية إلى حماية أسرى الحرب في سياق نزاع مسلح دولي، وبالتالي يتم تعريف أسرى الحرب على أنهم أفراد القوات المسلحة لأحد أطراف النزاع الذين يقعون في أيدي الطرف الخصم.

وتلقت اللجنة الدولية للصليب الأحمر الانتباه إلى أن «أسرى الحرب كانوا دائما معرضين بشكل خاص للإساءة بسبب قربهم من العدو وحقبة أن أسرهم يتم عموما في سياق العداة».

وبعد تعرض وحدة الجيش التي يعمل ضمنها لقصف مدفعي في إطار هجوم بري واسع النطاق نفذته الجيش الأذربيجاني، أرسل كيريل في مهمة استطلاعية حول ستيباناكيرت حيث أسره جنود أذربيجانيون ترافقهم مرتزقة من أصل سوري.

وكان يرافقه صديقه فاساك الذي انخرط في الجيش بصحبته وبقياً معاً منذ ذلك الحين. كان فاساك يقوم على الاتصالات اللاسلكية مع لربطهما ببقية الوحدة عندما أصيب برصاصة في بطنه وخذشت رصاصة كيريل فقام من دون أدنى تردد بحمل صديقه على ظهره وفي يده سلاح الكلاشينكوف عندما صادف الدورية التابعة للجيش الأذربيجاني أثناء انسحابه ومحاولته الانضمام إلى وحدته.

على الأقل هذا ما تخيله لأنه غير متأكد من أنه يتذكر بالفعل تلك التفاصيل، يعتقد أنه كان يركض بالسرعة التي يسمح بها وزن صديقه على ظهره، عندما شعر بصدمة عنيفة في مؤخرة رقبته ثم الظلام... الدامس.

عندما استيقظ كان خده على الأرض الرطبة ولم يستطع التحرك، لقد كان مربوطاً وكانت يداه مقيدتين خلف ظهره وكان كاحلاه مكبلين بالأغلال.

لقد كان داخل ثكنة صحبة سجناء آخرين، أر من مثله، يتساءل منذ متى كان فاقداً للوعي؟

لم يكن يعرف وكان هذا «التعتيم» يرضه.

لقد فكر في صديقه فاساك، وأدرك أنه لن يراه مرة أخرى.

ثم فكر في أمه وأبيه وأخته.

ثم تعرض بعد ذلك للكثير من المعاناة والإذلال، وكان شاهداً على الكثير من الانتهاكات، ويتذكر يوم صفف الجنود الأذربيجانيون عشرة سجناء أر من يرتدون الزي العسكري، غير مسلحين بالطبع، قبل أن يقوموا بإعدامهم برصاصة في الرأس، كلهم كانوا شباباً، هذا مجرد مثال من «العروض» البشعة التي أجبر على مشاهدتها.

وتعرض لتحقيقات أكثر من القسرية، وظل الجنود الأذربيجانيون يسألونه عن الوحدة التي تم دمجها فيها خلال الحرب الأولى في أوائل التسعينيات، وظل يكرر أنه في ذلك الوقت كان أصغر من أن يتم تجنيده وأنه لم تكن لديه خبرة عسكرية تذكر لدى تجنيده الأخير.

كما أنهم بأنه إرهابي وسئل من الذي قام بتجنيده وما هي مقاصده وأهدافه؟

« كيريل، أسير حرب مدى الحياة » كليمنس كوتينو

ما الذي عساه حدث لهم؟

هل هم بخير؟

ليس لدى كيريل هاكوبيان أي أخبار عن عائلته، بل إنه لا يعرف أي شيء.

لا يخبره أحد بأي شيء، ولا يقدم له أي تفسير.

لا يمكنه سوى أن يستفسر من السماء التي يراها من خلال قضبان الدهليز.

هل سيخرج من هنا يوماً ما؟

لم يعد يؤمن بذلك، وأصبح الأمل في نظره وهمماً.

تقع جمهورية ناجورنو كاراباخ المعلنة من جانب واحد، والتي تسمى أيضاً ناجورنو أو ناجورني، في أذربيجان ولكن أغلبية سكانها من الأرمن.

في 26 نوفمبر 1991، اندلعت الحرب الأولى بين أرمينيا وأذربيجان المتنازعتين على هذه المنطقة.

وفي نهاية الصراع سنة 1994، سيطرت أرمينيا على جزء كبير من إقليم ناغورنو كاراباخ بالإضافة إلى سبع مناطق ذات أغلبية أذربيجانية. وفي مايو 1991 تم التوقيع على وقف لإطلاق النار برعاية روسيا المجاورة، لكن الاشتباكات لم تتوقف.

وفي 27 سبتمبر 2020، قصفت أذربيجان مدينة ستيباناكيرت الأرمينية وتقدمت داخل الأراضي الأرمينية خلال شهر أكتوبر 2020.

وقد انتهكت أذربيجان القانون الإنساني خلال هذا الصراع، ولا سيما اتفاقية جنيف (الرابعة) الصادرة بتاريخ 12 أغسطس 1949 والمتعلقة بحماية المدنيين في زمن الحرب، كما استخدمت أسلحة يحظرها القانون الدولي مثل الذخائر العنقودية.

كيريل يتخيل باستمرار المشاهد التي سبقت أسرته منذ ثلاث سنوات من قبل الجيش الأذربيجاني.

لقد ولد كيريل ونشأ في غوريس بمنطقة سيونيك الأرمينية حيث خضع للتجنيد طواعية قبل دمجها في الجيش الأرميني خلال شهر سبتمبر 2020. وقد أسره الجيش الأذربيجاني أثناء دفاعه عن بلاده.

هل من المعقول المصر لإزهاق روح يختار مقهى فيها شهود رؤية لتكون مسرحا
لجريمته؟ و هل من المعقول لرد إعتداء حال ، الجلوس و تهيئة الأجواء و التخطيط
لساعات؟

مستحيل ، فموكلي كان مجبرا على رد إعتداء حال عليه دون تفكير و لا أخذ وقت
لأن الإعتداء الصادر من الضحية كان أقوى و أعنف و كان على ثلاثة مراحل متتالية و
متقاربة (الضرب بالأيدي ، الضرب بمقبض مكنسة ، الضرب بالمنجل) أما موكلي فقد
استعان بالسكين الذي كان بجوزته بمرحلة واحدة .

فالوفاة الله يعطيها موعد و كلنا نتكون من جسد و روح ، الجسد سيتحلل بكل متعة في
التراب فكيف حال تلك الروح التي ستقابل مولاهما؟

و بالنتيجة : وقائع القضية لا تتوفر فيها الأركان الأساسية لجريمة القتل من عمد و قصد
جنائي و علاقة السببية و سبق الإصرار طبقا للمواد 254 ، 255 ، 256 ، 261 / ف1
من قانون العقوبات الجزائري .

* الشطر الثاني : سادف بتبرير الفعل (القتل) و حق موكلي في الدفاع عن نفسه .

يا قضاة الأرض أليس أول غاية لوجودنا في هذا الكون هي عبادة رب واحد أحد عادل؟
فبالله أستعين

و أعتد في هذا الدفع على أول قانون ، القانون الإلهي ، القانون السماوي ، القرآن بعد
بسم الله الرحمن الرحيم « فَمَنْ اعْتَدَى عَلَيْكُمْ فَاعْتَدُوا عَلَيْهِ بِمِثْلِ مَا اعْتَدَى عَلَيْكُمْ وَ اتَّقُوا
اللَّهَ وَ اعْلَمُوا أَنَّ اللَّهَ مَعَ الْمُتَّقِينَ صدق الله العظيم سورة البقرة الآية 194 .

فلاحظت أن موكلي طبق أمر الآية القرآنية في شقها الأول و أتمنى أن نكون و يكون من
المتقين بإذن الله .

ثاني قانون اعتمد عليه سنة حبيبنا محمد صلى الله عليه و سلم ، روى مسلم ، عن أبي
هريرة رضي الله عنه قال : جاء رجل إلى رسول الله صلى الله عليه و سلم فقال « يا
رسول الله ، أرأيت إن جاء رجل يأخذ مالي؟ قال : فلا تعطيه مالك ، قال أرأيت إن قاتلني
قال : قاتله قال : أرأيت إن قتلني؟ قال : فأنت شهيد ، قال : أرأيت إن قتلته؟ قال : هو في
النار » صدق رسول الله .

ثالث قانون اعتمد عليه قانون العقوبات الجزائري ، فلكل شخص في هذه الحياة له حقوق
في حماية شخصه و ماله و عرضه و القانون الجزائري أعطاه الحماية في رد الإعتداء
طبقا لما جاءت به المادتين 39 ، 40 من قانون العقوبات الجزائري .

حاول مروان مقاومته للهروب و حماية نفسه ، لكن الأمر كان أخطر مما كان يتصور ، و لم يجد سبيلا إلا إخراج سكين صغير من جيبه كان يحمله لتقشير الخضار و الفواكه كونه يشتغل حارس ليلى و طعنه به .

و هنا أصبح عامل المقهى ضحية لطعنة دفاع ، و أصبح مروان حسين متهم بسبب نفس الطعنة ، و وجهت إليه تهمة جنائية القتل العمد مع سبق الإصرار طبقا للمواد 254 ، 255 ، 256 ، 261 / 1 من قانون العقوبات الجزائي و أحييت قضيته للقضاء فيها أمام محكمة الجنايات بمجلس قضاء عين الدفلى .

* فالسلام على محكمة الجنايات المحترمة من قاضي رئيس ، سادة مستشرين ، سادة محلفين ، نيابة عامة محترمة

بصفتي دفاع عن المتهم ، سأحاول بقدر الإمكان ربط النتائج بالمقدمات معتمدين على المولى و صدق الحدس ، و سأقسم دفاعي على شطرين مطبقة وقائع و ملابسات القضية مع نصوص القانون المتابع بها موكلي .

* الشطر الأول : أدفع بإنتفاء عنصر العمد و القصد الجنائي و سبق الإصرار .

1 – المادة 254 من قانون العقوبات ربطت القتل بالعمد و هذا يستوجب توفر عنصرين مهمين و هما العمد و القصد الجنائي ، و هاذين العنصرين لا يكفي ربطهما بسكين لتقطيع الخضار كان موجود بجيب موكلي و لا بإعتراف منه أنه قام بز هق روح الضحية .

فالوقائع التي سبقت الفعل (القتل) تؤكد بأن موكلي كان مجبرا لرد إعتداء صدر من الضحية و كان سيذهب حياته ، فرمي إناء من الماء على رجلي موكلي و محاولة ضربه بالأيدي ثم بمقبض مكنسة ثم بالمنجل يوضح بجلاء سقوط عنصر العمد في جريمة الحال ، فموكلي هو من كان سيكون الضحية اليوم .

و كل الوقائع السابقة للفعل الحمد لله كان فيها شهود رؤية و جلهم أدوا اليمين القانونية سواء في مرحلة التحري أو مرحلة المحاكمة ، و أكدوا لولا تعدي المجني عليه على موكلي بالمنجل لما اضطر لإخراج السكين و طعنه .

* و بالتالي سقوط عنصر القصد الجنائي و علاقة السببية بين نشاط الضحية و المتهم و الهدف من الطعنة بالسكين واضح جدا و هو رد الإعتداء لحماية النفس و حماية الحق في الحياة .

2 – إنتفاء وجود سبق الإصرار :

سيدي الرئيس ، حضارات المستشارين ، حضارات المحلفين ، النيابة العامة المحترمة

« أين حقي في الحياة ؟ أين حقي في الدفاع ؟ أين حقي في العدالة ؟ » لـ خضاري شـ هـرزاد

بسم الله الحق بسم الله العدل بسم الله المقسط

و الصلاة و السلام على سيد الخلق محمد صلى الله عليه و سلم

و السلام و رحمة الله و بركاته على كل الحضور

و الله سأقتلك ، و الله لن تعيش

قسم ظل و مازال يرعب نفس موكلي – مروان حسين – المدعو « ايزة » منذ تاريخ 31 ماي 2022 ، في هذا اليوم جاء على بال موكلي شراء بعض السجائر فتوجه رفقة صديقه على متن دراجته النارية إلى المقهى الموجود بفرقة السكاكرة بلدية العطاف ولاية عين الدفلى .

عند وصوله ، ركن دراجته النارية في ساحة المقهى و قصد الباب للدخول ، و عند تخطيه الباب نظر إليه العامل بالمقهى أمرا إياه بنبرة غضب بعدم الدخول لأنه يقوم بالتنظيف .

تعجب مروان من ردة فعل العامل معه لأنه لم يرى أي إشارة لوجود أعمال تنظيف ، و خاصة أنه كان هناك زبائن داخل المقهى و خارج المقهى أيضا يلعبون لعبة الدومينو .

فرد عليه قائلاً : أنا لا أرى ماء في القاعة ؟

فقام عامل المقهى بسكب ماء على رجلي مروان ، و هنا فتح باب المناوشات الكلامية بين الطرفين ليتوضح بأن العامل كان يحسب أن مروان حسين جاء للبحث عن هاتف نقل أضعاه أحد جيرانه ، فتطور الأمر و تحولت المناوشات الكلامية لاشتباك بالأيدي ، فتدخل شهود الواقعة و أوقفوا الشجار ، لكن عامل المقهى عاود الإعتداء على مروان بمقبض مكنسة ، و الحمد لله نجح شهود الواقعة للمرة الثانية من فك الشجار و أدخلوا العامل إلى المقهى .

في هذه الأثناء وضع مروان حسين نية مغادرة المكان نهائياً ، لكن عامل المقهى لم يكتفي وبخطوات متسارعة ، عاود الإعتداء مرة أخرى عليه بطريقة مرعبة ، حتى شهود الواقعة أربعوا و ظلوا ساكنين ، لأنه كان يحمل منجلا بيده ، و يحمل قسماً بالله في فمه بأنه سيقتله.

لكن لا شيء يبهر قتل شخص بسبب لون بشرته، لا شيء، يجب أن تحارب الهمجية البشرية التي تدمر كل شيء، إني أشاطر آلام والدة عبدول التي لا تزال محطمة، وعندما سألتها الصحافة قالت: «أشعر بالسوء الشديد، أمضي الليالي بلا نوم لأنني أحببت هذا الطفل كثيراً، أحببته جداً، من المستحيل أن أنام، لم أعد أشعر بالسلام.»

لقد جئت إلى هنا للاحتجاج على أعمال التعذيب والتمييز التي يعاني منها المهق في موزمبيق وتنزانيا وكينيا وبوروندي وملاوي وجنوب أفريقيا ومدغشقر الخ. أيها المدافعون عن حقوق الإنسان في جميع أنحاء العالم، اغضبوا! لنغضب جميعاً!

بينما تنهض البشرية وتستكشف الفضاء، تنحدر عقليات وتنبش قبور المهق بحثاً عن العظام، حتى الموتى يجب أن تبنى قبورهم من الخرسانة، وإلا فإنهم لا يرفدون بسلام.

قرأت في كوتونو لجوزيف كونراد الذي كتب: «إن الإيمان بالأصل الخارق للشر ليس ضرورياً: فالرجال وحدهم قادرون على ارتكاب أسوأ الفظائع». وهنا، في نواكشوط، أريد أن أقول له وأريد أن أقول لكم: «إن الإيمان بفجر جديد لا يذهب سدى: فالرجال معاً قادرون على تحقيق أفضل المآثر». لا يزال بإمكاننا إنجاز كل المكارم.

في هذا المكان الذي يتحدث أهله اللغة العربية تعرفون أن عبدول تعني «الخادم» في هذه اللغة، غير أن الشخص الذي تمننت عائلته أن يقوم بمساعدة الآخرين لم يحظ بالمساعدة، ولم تتح له حتى فرصة خدمة الآخرين، لقد تحطمت حياته. ساعدوني لأؤكد أن وفاته لن تذهب سدى، فلتكن بمثابة إنقاذ للأرواح، ساعدوني لتقديم خدمة أخيرة للخادم الصغير بعد وفاته. ساعدوني.

ثلاث حالات حمل؛ ثلاثة حيوات تم انتظارها واستقبالها؛ يبيعها الأب بالتواطؤ مع الخال. هكذا يجلب الشخص الأخرق العار إلى العائلات، ويحط من شأن الآباء، ويفسد العمات، ويغوي الأخوال، ويهين الأمهات ويشعرهن بالذل، ويجعهلن تسود من حداد الأبناء فاتحي البشرة، ويمرض الأطفال ذوي البشرة الفاتحة.

علينا أن نتصرف بشكل عاجل، وتتجلى أهمية هذه العجلة في أن نعمة المعرفة لا تطفئ نار الجشع، فقد اعترف مدرس من جنوب أفريقيا بقتل فتاة مهقاة تبلغ من العمر 13 عاماً على أمل ضمان نجاح أعماله التجارية، كيف يوصلنا الجشع إلى مثل هذه السفالة؟ حتى المعلم؟ يعيد الحديث عن عبدول إلى ذهني حالة إيمانويل فيستو، طفل تنزاني يبلغ من العمر 6 سنوات، تعرض لهجوم من قبل أربعة رجال قاموا بقطع ذراعه اليسرى وثلاثة أصابع من يده اليمنى وجزء من فكه وخلعوا أربعة من أسنانه الأمامية، غير أنه نجا ولا يزال على قيد الحياة بعد بيع أجزاء من جسده كقطع غيار.

تخيلوا من فضلكم الألم الدائم لهذه النفوس البريئة، أرواح تحمل جمال المهق، تميز كان من الممكن أن يمثل ثراء في عالم التسامح، لكنه يحول حامله إلى أهداف تقتنص مثل الفريسة، فريسة مطاردة، حياة محطمة، آمال مسحوقة.

هل تسمعون الألم الشديد والصامت الذي تئن تحت وطأته هذه الأرواح البريئة التي يجرفها الجنون القاتل للانحطاط والظلمة؟ هل تشعرون بنسيم الريح الخفيف المحمل بالحزن والحداد الذي يذكرنا بواجبنا تجاه الإنسانية؟ أي وحشية يجب أن تحدث كي نطلق أبواق العدالة؟

وينص الميثاق الأفريقي لحقوق الإنسان والشعوب في المادة 2 على أن «يتمتع كل شخص بالحقوق والحريات (...) دون تمييز خاصة (...) اللون». وتضيف المادة 3 من نفس النص أن «لكل فرد الحق في حماية متساوية أمام القانون». وكل طقوس التشويه، وكل جرائم القتل الوحشية تعد اعتداء على هذه الأحكام وعلى إنسانيتنا. إن هذه الانتهاكات تتعارض مع روح الاتفاقية الدولية للقضاء على جميع أشكال التمييز العنصري، وواجبنا ليس إدانة هذه الفظائع فحسب، بل وأيضاً مكافحتها.

سيداتي وسادتي، ما يفرقنا عن المهق هو الصدفة الجينية، مجرد حادث بيولوجي، تمام كما أن ما يجعلنا نولد في نواكشوط أو كوتونو أو كانكوزو في بوروندي هو القدر.

عبدول، كان من الممكن أن يكون أياً منكم، وكان من الممكن أن أكون أنا إذا تعرضنا لهذه الخرافات التي يوججها الفقر والجهل، عندما يجوع الناس ويعلمون أن العظمة تساوي 70 ألف أوقية، وهو أجر عدة سنوات للوظائف الصغيرة الخطيرة والهشة، فإن الآخر لم يعد أحاً وتصبح الأخت مبلغاً من المال والابن نقداً.

عن الابتسام، كان التناقض جلياً بين فرح الأم وشعور الأب بالعار لأنه لا يريد أن يكون موضع اتهام بأي شكل من الأشكال، مفضلاً رفض الصغير لأنه لا يريد أن يُنظر إليه على أنه أب لطفل مشؤوم أو والد طفل ساحر، طفل أمهق. وقد درس الخيارات الشائعة في مثل هذه الظروف: التبرؤ من المرأة باتهامها بالزنا مع رجل أبيض أو التخلي عن هذه الأسرة التي أصبحت محرجة، واختار المغادرة، لذلك قامت والدة عبدول بتربيته بمفردها، وها هو عبدول الآن وحيداً في هذه الغابة بين أيدي مختطفين أقدموا على قتله دون تردد.

لقد أضحى جسمه الأبيض الصغير شاحبا، وقام قتلته بقطع أطرافه بدء بذراعيه ثم ساقيه، وبعد ذلك قاموا بنزع العظام من الأطراف الممزقة وتقاسمها مثل غنيمة تافهة مسروقة من متجر مجوهرات، قبل رمي باقي الجسم بخشونة.

سيداتي وسادتي، إن الاستمرار في عدم المبالاة بالاغتيال المنهجي للمهق لم يعد ممكناً، فعندما تفوح فينا رائحة البهيمية المغرة، يجب علينا أن نعطس في رعب، فعبدول هو الطفل الذي جعل القلوب تفيض أسى، وحالته تذكرنا بكل الأشخاص الذين استهذفوا بسبب لون بشرتهم، وبسبب إصابتهم بالمهق، وتم قتلهم على أساس معتقدات خرافية. إننا في هذه القارة لا يزال بعضنا يعتقد أن المهق يجلب سوء الحظ ويعتبر البعض الآخر المصابين بالمهق مخلوقات سحرية تتمتع بقوى خارقة للطبيعة. لقد خلقت هذه المعتقدات البسيطة والمميتة كابوساً حقيقياً يتسبب في التضحية بالأرواح على مذبح الجهل، إن هذه الخرافات المروعة التي تضخمها وصفات المعالجين البائسين تعرض العشرات من الأطفال المهق كل عام لموت فظيع ووحشي ودموي. وفي بوروندي، وتنزانيا، ومالوي، وكينيا، تتم استشارة معالجين غريبين، أطباء مشعوذين، في علاج المشاكل المنزلية والانتخابية، ومن الممكن أن تشمل الوصفات الطبية الجذور والأنفحة العشبية بل وحتى الدم الحيواني وكذلك الرفات البشرية للأشخاص المصابين بالمهق. والسحرة مقتنعون بأن الشعر أو العظام أو الأعضاء التناسلية أو إبهام الأشخاص المصابين بالمهق لهم قوى محددة، ومن الشائع أن هذه القطع مجففة ومطحونة ومعبأة أو منثورة في البحر تمكن من نفخ شبكة الصيد أو الكشف عن وجود الذهب في الحقل أو الفوز بأصوات أحد السياسيين.

هذه الفظائع هي التي أدت إلى وفاة عبدول. عبدول، إن كنت تسمني اعلم أنك لم ترتكب أي خطأ، فالشر يكمن في هؤلاء الضالين البائسين الذين هاجموا براءتك، والذين لم يفهموا اختلافك، هم عالقون في جهلهم.

يجب أن نتبهننا حالة عبدول على أهمية الوعي التام بهذا الخطر، فقبل بضعة أشهر في عام 2022 حاول أب بيع ثلاثة من أطفاله المهق في منطقة تيتي في موزمبيق، ثلاثة أطفال تتراوح أعمارهم بين 9 إلى 16 سنة،

« عبدول، النكتة المظلمة على البشرية الفاتحة »

ماهونان رودريج دافكان

من الأفلام ما يتطلب بثه تحذيراً شديداً نظراً لحساسية المحتوى، مما يعطي المشاهد بعد ذلك خيار المشاهدة أم لا، كذلك أنا الآن أمامكم، أيها السيدات والسادة، من واجبي أن أحذركم: ما أتأهب لتقديمه لكم ليس ترفيهاً، مع أنه كان من الممكن أن يكون كذلك، خاصة أن كل شيء بدأ في يوم سبت جميل وعادي في عاصمة بوروندي بوجومبورا في منطقة كينام. في 29 يناير 2022، كان عبدول الطفل ابن أربع سنوات يستمتع مع أصدقائه، كانوا يمزحون ويمرحون بسعادة. إنه السبت، يوم عطلة توصل فيه أبواب المدارس.

وفجأة جاءهم ثلاثة رجال، استعطفوهم باستخدام الكعك، نجحوا في جذب الأطفال بسهولة لميلهم الطبيعي للذهاب في نزهة بالسيارة، لشهية أكل الحلويات وركوب السيارة؛ إنها الحفلة بالنسبة لهؤلاء الصغار، كيف ترفض؟

انطلقت سيارة الأجرة لتتوقف على بعد بضعة مئات من الأمتار ويتم إلقاء رفاق عبدول من السيارة، عبدول وحده هو المستهدف، لماذا هو؟ ليس لأنه يرتدي ملابس خاصة تجعلهم يعتقدون أن والديه سيكونان على استعداد لدفع فدية، لقد كان عبدول يرتدي قميصاً له أكمام بهدف تغطية بشرته الحساسة قدر الإمكان وقبعة أرجوانية لحمايته من الشمس، فعبدول ليس ابناً لأبوين من محبي الموضة، إنه أمهق تتطلب حياته اليومية احتياطات ورعاية خاصة: واقى من الشمس وملابس طويلة، وهكذا تم اختطاف أمهق المجموعة، فبدأت والدته في البحث عنه، وبالفعل بدأت تقلق عليه.

وفي السيارة، يسيطر الخوف على الصغير الذي بدأ يتوجس أن هناك خطباً ما، إنه قلق وحق له أن يقلق، ويسرع الخاطفون السير إلى غابة كانكوزو، وينزلون الصغير على الأرض استعداداً لتنفيذ جريمتهم، فيما كان عبدول ينظر إليهم.

كم هي مزعجة النظرة الحزينة والمتوسلة لطفل يبلغ من العمر أربع سنوات، كم هي مميزة نظرات الطفل الأمهق ذي العيون الناقبة. هل قلت إنه خاص؟ إنه مربك؟ نعم! ولكن ليس بالنسبة لهؤلاء الرجال. قطعوا مسافة 230 كيلومتراً من مكان الاختطاف بهدف محدد.

من المؤكد أن عبدول كان يتساءل: «هل فعلت شيئاً خاطئاً؟ أريد أن أرى أمي.» كان من الممكن أن يفكر في رؤية والده، لكن الحياة القاسية للمهق لم تترك له مجالاً لذلك، فيوم ولادته بينما كانت الشمس مشرقة تداعب الكون بأشعتها الفضية وأمه تبتهج بروية ثمرة أحشائها لاحظ والد عبدول بياض هذا المولود الجديد فتوقف

وحيث أن إيقاف المتهم يعد ضربا لأهم مكسب جاءت به الثورة التونسية ألا وهو حرية التعبير التي نص عليها الدستور التونسي في فصله السابع والثلاثون: «حرية الرأي والفكر والتعبير والإعلام والنشر مضمونة. لا يجوز ممارسة رقابة مسبقة على هذه الحريات.» والتي نص عليها كذلك الإعلان العالمي لحقوق الإنسان وهي تكتسب قوة قانونية بموجب جميع الاتفاقات الإقليمية والدولية الرئيسية المعنية بحقوق الإنسان والتي صادقت عليها الجمهورية التونسية وأصبحت جزءا لا يتجزأ من منظومتها القانونية.

وتنطبق حرية التعبير حتى على الكلمات التي تثير الصدمة والإساءة والآنزعاج فلكل فرد الحرية في اختيار الطريقة ونوع الأسلوب للتعبير عن نفسه ونقل الأفكار خاصة إذا كان ذلك عن طريق تعبير فني كما هو في قضية الحال فهذا التعبير له قيمة مجتمعية متأصلة وهو محمي وفي حال فرضت قيود وضوابط فيجب أن تتلائم مع ما جاء بالدستور التونسي في فصله الخامس والخمسون وما جاء بالعهد الدولي الخاص بالحقوق المدنية والسياسية في المادة 19 ويكون معيار القيود مؤلف من ثلاث عناصر: الشرعية والمشروعية والضرورة والتناسب

حيث تكون القيود معرفة بوضوح وبشكل محدد وتستجيب لحاجة اجتماعية ملحة، وأن تكون هي التدابير المتاحة الأقل تقييدا وألا تكون فضفاضة جدا وأن تراعي مبدأ التناسب بمعنى أن الفائدة التي تنتج عنها للفئات المستهدفة تفوق الضرر الذي قد يلحق بحرية التعبير. وهو ما لا يستقيم في قضية الحال فشرط الاختيار الثلاثي غير متوفرة وهو الحال كذلك لأركان جريمتي «الإساءة إلى الغير عبر شبكات الاتصالات» و «نسبة أمور غير صحيحة إلى موظف عمومي» حيث لم تتوجه كلمات الاغنية إلى شخص معين بل تحدثت على أعوان الامن بصفة عامة ووصفت بعض الممارسات الحقيقية الموجودة واقعا كما أن الركن المعنوي منتف فلا وجود لنية الإساءة والاضرار بالغير.

وأیضا حسب المحكمة الأوروبية لا يمكن اعتبار أعوان الامن مجموعة هشة تحتاج إلى الحماية بل على العكس من ذلك، يجب أن تكون أكثر تسامحا إزاء الخطاب المسيء إن وجد.

وبالتالي لا وجود لأي مبرر قانوني لإيقاف هذا الشاب.

لكل ذلك فإني ألتمس من جناب الهيئة الموقرة إعلاء كلمة الحق والحكم بعدم سماع الدعوى في حق المتهم وبراءته لعل ذلك يساهم في الحفاظ على حرية التعبير التي هي أم الحريات وأساس أي مجتمع ديمقراطي.

وشكرا

« بابار »

مريم قلو ز

سيدي الرئيس، السيدات والسادة الأعضاء المحترمين سعيدة جدا بتواجدي بين أشقائي بموريطانيا الحبيبة أمام هذا الجمع الكريم من الحقوقيين والحقوقيات للدفاع عن أحد حقوق الجيل الأول من حقوق الانسان وأم الحريات ألو هي حرية التعبير.

سيدي الرئيس، بداية وقبل الخوض في الوقائع والدفوعات سأقرأ جزءاً من شارة كرتون رسخت في وجداننا «مرة في حيننا زارنا فيل ظريف برفق قال لنا ليس هنالك ما يخيف.. نحن الخير بطبعنا لا نرضى ظلم الضعيف لا يحيا بيننا الا الإنسان الشريف»، كلمات شارة كرتون «بابار» التي تبوأ مكانها في ذاكرة جيل كامل لقدرتها على مغازلة عاطفة الأطفال داخلنا ولعل هذا هو السبب في استعادة اللحن في أغنية هزلية نقدية تخوض في التعامل الأمني في قضايا استهلاك المخدرات بوطني تونس.

ولكن بابار لم يخبر الطلبة الذين تغنوا بلحن الأغنية على إيقاع كلمات «مرة في حيننا زارنا الحاكم في الليل» أن أغنية هزلية ستحملهم إلى السجن. فبالرجوع إلى وقائع هاته القضية، نجد أن السلطات الأمنية قامت باعتقال المتهم على خلفية نشره لمقطع فيديو على منصة تيك توك استوحى لحنه وكلماته من سلسلة الكرتون الشهيرة «بابار».

وكانت الكلمات تتحدث بأسلوب ساخر كما سبق وذكرنا عن تلفيق الأمن لقضايا استهلاك مخدرات للشباب، وعن معاناة العائلات جراء ذلك، وعن ارتشاء أعوان «البوليس». ويبدو أن المتهم كان يروح عن نفسه بالمزاح جراء ضغط المراجعة للامتحانات فقد كانت دندنة عفوية تحاكي واقعا موجودا فعلا، لكن كان للبوليس رأي آخر حيث وقع اعتقاله على وجه السرعة من قبل أعوان الاستمرار ، و قد استشاروا النيابة العمومية التي أذنت بالاحتفاظ به حيث قضى ليلته رهن الإيقاف، ومددت النيابة العمومية الاحتفاظ في اليوم الموالي، فقضى ليلة ثانية في الإيقاف بعد رفض مطلب الافراج المقدم في حقه رغم أنه طالب و على أبواب امتحانات ، وقد وجهت له تهمة «الإساءة إلى الغير عبر شبكات الاتصالات» على معنى مجلة الاتصالات و تهمة « نسبة أمور غير صحيحة إلى موظف عمومي » على معنى المجلة الجزائية التونسية.

وهو ما لا يتوفر في قضية الحال، فالأمن هيئة لا يمكن أن تتطابق مع شخص بعينه، حتى يجرى تكيف الجريمتين المذكورتين بل إن الموضوع لا يرتقي لأن يكون جريمة أصلا.

سيداتي وسادتي،

إن وضع المحكوم عليهم بالإعدام في اليابان مثير للقلق، فحياة الإنسان مقدسة ومن الواجب حمايتها واحترامها، ويتعين على اليابان - التي تتمتع بوضع مراقب لدى مجلس أوروبا منذ عام 1996 - ألا تسمح لنفسها بانتهاك حقوق الإنسان دون عقاب. وإذا أرادت اليابان أن تحتل مكانة مرموقة في المجتمع الدولي، فيجب عليها أولاً أن تضمن لمواطنيها الحريات الأساسية وتحترم حقوقهم الأساسية، ويجب عليها إلغاء عقوبة الإعدام كما فعلت العديد من البلدان، لأن عقوبة الإعدام لم تكن أبداً عقوبة مناسبة. لقد أدركت تشاد ذلك، فحظرتها من قانون العقوبات الجديد الذي دخل حيز التنفيذ في عام 2017 بالنسبة لجرائم القانون العام، وهذه خطوة جادة إلى الأمام، رغم وجود الكثير مما يتعين القيام به فيما يتعلق بحقوق الإنسان في تشاد.

سيداتي وسادتي،

على العالم أن يفهم أن عقوبة الإعدام لا مكان لها في قرننا هذا، ولا يمكننا أن نعاقب جريمة بجريمة أخرى، فذلك ببساطة أمر سخيف، ما الذي سيقى من المجتمع إذا كان لا بد من القضاء على شخص لأنه قضى على آخر؟ قال المحامي روبرت بادندر عام 1981 خلال خطاب ألقاه أمام الجمعية الوطنية: "إن أولئك الذين يؤمنون بالقيمة الرادعة لعقوبة الإعدام يتجاهلون الحقيقة الإنسانية، فالعاطفة الإجرامية لا يوقفها الخوف من الموت أكثر من المشاعر النبيلة". عقوبة الإعدام ليست حلاً لمشكلة الجريمة.

سيداتي وسادتي،

إننا نعارض عقوبة الإعدام في كافة الظروف ودون استثناء، بغض النظر عن طبيعة وظروف الجريمة المرتكبة، أو حالة المحكوم عليه، أو إدانته أو براءته، أو الطريقة المتبعة في تنفيذ الإعدام، فعقوبة الإعدام تنتهك الحق في الحياة، وهي العقوبة الأكثر قسوة ولاإنسانية وإهانة.

سيداتي وسادتي،

نطالب بالحق في الحياة في اليابان من على هذه المنصة، ونحن مقتنعون بأن نداءنا لن يذهب سدى، كما أننا على اقتناع بأن اليابان ستسير على خطى البلدان الأخرى التي ألغت عقوبة الإعدام، وبذلك تثبت أن الحياة مقدسة وأن احترامها واجب. سيداتي وسادتي، إذا كانت اليابان تريد أن تحتل مكانة مرموقة في المجتمع الدولي، فهذا هو الثمن الذي يجب أن تدفعه.

أشكركم.

وفي يونيو 1979، صادقت اليابان على العهد الخاص بالحقوق المدنية والسياسية، وتشير المادة 6 من هذا الميثاق إلى الحق في الحياة، وهو حق ملازم لكل إنسان، وقد جاء فيها أن "الحق في الحياة حق ملازم لكل إنسان. وعلى القانون أن يحمي هذا الحق. ولا يجوز حرمان أحد من حياته تعسفاً". وتضيف الفقرة 2 من نفس المادة أنه «لا يجوز في البلدان التي لم تلغ عقوبة الإعدام، أن يحكم بهذه العقوبة إلا جزاء على أشد الجرائم خطورة وفقاً للتشريع النافذ وقت ارتكاب الجريمة وغير المخالف لأحكام هذا العهد والاتفاقية منع جريمة الإبادة الجماعية والمعاقبة عليها. ولا يجوز تطبيق هذه العقوبة إلا بمقتضى حكم نهائي صادر عن محكمة مختصة». تشير الملاحظة العامة حول هذه المادة إلى أنه يجب على الدول الأعضاء التحرك نحو إلغاء عقوبة الإعدام، كما أنها تنص بشكل لا لبس فيه على أن إلغاء عقوبة الإعدام ليس أمراً مرغوباً فيه فحسب، بل يجب أن يكون أولوية بالنسبة للدولة العضو.

كما صادقت اليابان على اتفاقية الأمم المتحدة لمناهضة التعذيب، وبما أن المادة الأولى من هذه الاتفاقية تعرف التعذيب بأنه «أي عمل ينتج عنه ألم أو عذاب شديد، جسدياً كان أم عقلياً، يلحق عمداً بشخص ما بقصد الحصول من هذا الشخص، أو من شخص ثالث، على معلومات أو على اعتراف، أو معاقبته على عمل ارتكبه أو يشتبه في أنه ارتكبه، هو أو شخص ثالث أو تخويله أو إرغامه هو أو أي شخص ثالث، أو عندما يلحق مثل هذا الألم أو العذاب لأي سبب يقوم على التمييز أياً كان نوعه، أو يحرص عليه أو يوافق عليه أو يسكت عنه موظف رسمي أو أي شخص يتصرف بصفته الرسمية...». وفي تقرير يدين اليابان سنة 2007، كشفت لجنة مناهضة التعذيب حالات التعذيب في السجون اليابانية، وخاصة بين المحكوم عليهم بالإعدام.

كما يفرض الدستور الياباني قواعد المحاكمة العادلة على النحو المحدد في الإعلان العالمي لحقوق الإنسان والعهد الدولي الخاص بالحقوق المدنية والسياسية الذي صادقت عليه اليابان عام 1979، وينص الدستور الياباني في المادة 43 منه على ما يلي: "لا يعتقل شخص أو يحتجز من دون إخباره الفوري بالتهمة الموجهة إليه، أو بدون حصوله الفوري على محامي؛ ولا يحتجز بلا سبب كاف، ولا بد من إظهار ذلك السبب فوراً في محكمة مفتوحة، عند طلب أي شخص، في حضوره وبحضور المحامي...". أما المادة 73 فتتضمن على أن «في جميع القضايا الجنائية، يتمتع المتهم بحق المحاكمة السريعة والعلنية من قبل محكمة نزيهة...». ومع ذلك، فإن المحكوم عليهم بالإعدام في اليابان لم يستفيدوا بعد من جميع هذه الضمانات والتي ينبغي أن تجعلها شدة العقوبة المفروضة عليهم إجبارية بشكل خاص، عكس ما تعرفه حقوقهم في الدفاع من ضعف في جميع مراحل الدعوى.

سيداتي وسادتي،

إن تطبيق عقوبة الإعدام يعكس ازدياد الحكومة اليابانية للحق في الحياة الذي هو حق مقدس، إن الطريقة المستخدمة في إعدام المحكوم عليهم بالإعدام تمثل شكلا من أشكال التعذيب التي تنتافي والمبادئ الأساسية، إنه نظام قاس وخسيس مجرد من أي حس إنساني، يحتجز السجناء في «طابور للإعدام» لسنوات عديدة في حبس انفرادي، ولا يتم إبلاغهم بإعدامهم إلا بضع ساعات قبل نقلهم إلى غرفة الإعدام، هذا إن تم إبلاغهم، ولا يتم إبلاغ عائلاتهم ومحاميهم والجمهور بالإعدام إلا بعد تنفيذه. إنه استهتار حقيقي بحياة الإنسان!

ينبغي التنديد بموقف الحكومة اليابانية تجاه المحكوم عليهم بالإعدام، فاليابان تعمل بشكل متزايد على تشويه صورتها في مجال حقوق الإنسان من خلال انتهاك المعايير الدولية المتعلقة باللجوء إلى عقوبة الإعدام.

سيداتي وسادتي،

لقد استنكر خبراء الأمم المتحدة في تقرير نشر عن اليابان انتهاكات الحق في الحصول بشكل مناسب على دفاع يضطلع به محام، وكذلك غياب إجراءات الاستئناف الإلزامية في القضايا التي يواجه فيها المتهمون عقوبة الإعدام. ومن الثابت أيضاً أن العديد من السجناء ذوي الإعاقات العقلية والذهنية قد أُعدموا أو ينتظرون تنفيذ حكم الإعدام، والمثال الأبرز في اليابان هو حالة هاكامادا إيواو الذي حُكم عليه بالإعدام سنة 1968، ففي عام 2008 ورد تشخيص إصابته بمرض عقلي ليُطلق سراحه سنة 2014 بعد 46 عاماً من الاعتقال لأن القانون الياباني يحظر إعدام المدانين الذين يعانون من اضطرابات نفسية، تخيلوا كم من الوقت استغرقت مراجعة ملفه الطبي. اربعون عاماً! أيها السيدات والسادة هل يمكنكم أن تتخيلوا معاناة مثل هذا الشخص!

ومع ذلك فقد صدقت اليابان على العديد من النصوص القانونية الدولية، فديباجة الدستور الياباني لعام 1946، التي تستعير المثل العليا لميثاق الأمم المتحدة لعام 1945، تنص بشكل رسمي على أن اليابان ترغب في «احتلال مكانة مرموقة في المجتمع الدولي...».

وبالطبع لن تتمكن اليابان من احتلال مكانة الشرف هذه من خلال تطبيق عقوبة الإعدام، بل على العكس من ذلك، فإن تطبيق هذه العقوبة يشوه صورتها على المستوى الدولي بشكل كبير.

« اليابان توقف! »

ليجا ابراهيم جاراندي

في 13 يوليو 2017، أعدم سجينان محكوم عليهما بالإعدام شنقاً في اليابان، يتعلق الأمر بماساكاتسو نيشيكوا وكويتشي سوميدا، تم إعدام الأول في مركز احتجاز أوساكا والثاني في مركز احتجاز هيروشيما. وتتضاف هاتان العمليتان إلى القائمة الطويلة لمن تم إعدامهم في اليابان.

سيداتي وسادتي،

إن قسوة وهمجية إعدامهما، والحرمان التام من حقوقهما لم تترك لنا مجالاً للصمت، ومنذ صدور الحكم عليهما وحتى إعدامهما توالى انتهاكات حقوقهما بشكل منهجي. إن احتجازهما لفترة طويلة وإعدامهما سراً بطريقة همجية يتعدى وصفها يعكسان ازدياد الحكومة اليابانية بالحق في الحياة الذي هو حق أساسي.

سيداتي وسادتي

كان ماساكاتسو نيشيكوا يبلغ من العمر 61 عاماً عندما أُعدم، كان يحصي الخطوات «في رواق الموت»، فقد انتظر ربع قرن من أجل هذه اللحظة المصيرية، أعدم رغم أنه طلب قبل ذلك بقليل إعادة فتح محاكمته، لم يمنع ذلك وزير العدل في ذلك الوقت - كاتسوتوشي كوميدا - من التوقيع على إعدامه فحكم عليه بالإعدام سنة 1991 بتهمة القتل.

أما كويتشي سوميدا، فقد كان يبلغ من العمر 34 عاماً وقت إعدامه، وتم شنقه بتهمة قتل زميل في العمل، وهو بدوره انتظر هذه اللحظة المصيرية في طابور الإعدام لعدة سنوات.

سيداتي وسادتي

نحن هنا من أجل نهر ضميرنا فيما يتعلق بما يحدث في اليابان، هل يجب أن نسمح لليابان بالاستمرار في انتهاك حقوق الإنسان، وخاصة الحق في الحياة الذي يعد واحداً من أهمها؟ لا، بالتأكيد سيحاسبنا التاريخ، لذا يجب علينا أن نتحرك وهذا هو المكان المناسب لذلك التحرك.

وعلى الرغم من الدعوات العديدة التي وجهها المدافعون عن حقوق الإنسان إلى الحكومة اليابانية للمطالبة بإلغاء عقوبة الإعدام، فإنها لم تنتن، إذ يستمر عدد الذين يتم إعدامهم في الارتفاع، وحتى الآن تم إعدام العديد من السجناء المحكوم عليهم بالإعدام في اليابان، ولا يزال كثيرون آخرون ينتظرون تنفيذ حكم الإعدام.

السيد الرئيس، أعضاء لجنة التحكيم

ووفقا للمبدأ التاسع من إعلان حقوق الطفل الصادر سنة 1959 (فإنه يجب أن يتمتع الطفل بالحماية من جميع صور الإهمال والقسوة والاستغلال، ويحظر الاتجار به على أية صورة، ولا يجوز استخدام الطفل قبل بلوغه السن الأدنى الملائم...).

كما نصت المادة الرابعة من الإعلان العالمي لحقوق الإنسان الصادر سنة 1948 على أنه (لا يجوز استرقاق أو استعباد شخص، ويحظر الاسترقاق وتجارة الرقيق بجميع صورهما).

كما نص الميثاق الإفريقي لحقوق الإنسان والشعوب لعام 1981 والمصادق عليه في 14 يونيو 1986 من طرف موريتانيا وجميع الدول الإفريقية في المادة الخامسة منه على أنه (لكل فرد الحق من احترام الكرامة والمتأصلة في الشخص البشري والاعتراف بشخصيته القانونية، تحظر جميع أشكال الاستغلال وتدهور البشر، بما في ذلك الرق والاتجار بالأشخاص والتعذيب البدني أو العقلي ، والمعاملة أو العقوبة القاسية أو اللا إنسانية أو المهينة) وقد جرم القانون الموريتاني رقم 2015/031 بتاريخ 2015/09/10 وعاقب الممارسات الاستعبادية، حيث نصت المادة الثانية منه على أن (الاستعباد جريمة ضد الإنسانية غير قابلة للتقادم) وحدد في المادة الثالثة مفهوم الاستعباد بكل أنواع العمل الإجباري، والعبد في مفهوم هذا القانون هو الشخص الذي يطبق عليه نظام الاستعباد.

أيها السادة والسيدات أعضاء لجنة التحكيم

موكلي في هذه القضية شخص واحد، لكن هذه الظاهرة منتشرة، وعانت منها شريحة بأكملها تاريخيا.

موكلي كل إنسان يبحث عن الحرية، كل شخص نائر على أي انتهاك لحقوق الإنسان. لهذه الأسباب:

وتأسيسا على كل ما سبق فإن موكلي يلتمس منكم ما يلي:

تمكينه من برمجة ملفه الذي يوجد بمحكمة استئناف كيفه منذ سنة ونصف دون برمجة . تعويضه عن ما تعرض له من تعذيب واسترقاق طيلة اثني عشر سنة.

الحرص على محاربة هذه الظاهرة المشينة والتي مازالت بعض مكونات وإثنيات الشعب الموريتاني تعاني منها حتى يوم الناس هذا.

السيد الرئيس، أعضاء لجنة التحكيم

لم تكن وطأة الإستهعاد التي مورست على قامر منذ نعومة أظافره أشد عذاباته النفسية، بل كان البعد الذي قسر عليه عن أم هو وحيدها صدمته الأولى إذ شكل فراغا عاطفيا وجرحا لا يندمل....

وكتبت صدمته الكبرى حين عاد من منفاه الاستعبادي إلى دار النعيم تعلو محياه ابتسامه عريضة طمرها دمعها الأسود حين نبأ برحيل أمه، في أودية الظلم والقسر والقهر لم تشفع له ابتسامه طفل عابث في وجه كل ريح أو تبتل أم في محاريب الله.

لكم أن تتصوروا مدى الحزن والألم الذي اعترى قامر في هذه اللحظة حين علم أن والدته التي أمضى زهاء ستة عشر عام يبحث عنها قد توفيت، إنها لحظة حزن وألم لا يحسد عليها انها لحظة سوداء من حياة قامر التعيسة.

لم تكن لدى قامر أوراق ثبوتية كما أنه لم يكن يقرأ أو يكتب ولا يعرف المعاملة مع البشر ولم يتقبل بعد أنه إنسان له كامل الحرية والحقوق.

السيد الرئيس، أعضاء لجنة التحكيم

تقدم قامر مؤازرا بمنظمة نجدة العبيد بشكاية ضد سيده أمام وكيل الجمهورية بمحكمة ولاية لعصابه وقام الوكيل بإحالتها الى مركز الدرك في بومديد وبعد استماعهم أعداوا التحقيق في محضر الى وكيل الجمهورية الذي وجه للمتهم تهمة تشغيل قاصر وطلب من قاضي التحقيق وضعه تحت الرقابة القضائية بدل حبسه على ذمة التحقيق ، وبعد برمجة الملف بتاريخ 2021/09/29 حكمت المحكمة بعقوبة المتهم سنة موقوفة وتعويض مادي بعد كل ما عاناه قامر من ظلم واسترقاق، فورا قمت باستئناف الحكم الذي لم يبرمج حتى الآن أمام استئنافية كيفه.

السيد الرئيس، أعضاء لجنة التحكيم،

إنني أفق اليوم أمامكم لأوصل لكم نموذجا من هذه الإنتهاكات الصارخة لحقوق الإنسان التي تحدث في بلدي، كما أنني ملزم بتوصيل قضية قامر المحزنة والمؤلمة في أرض حبلى بالواجمين، لأنني على يقين أنكم تفهمون حجم معاناته نعم أوصلتها لكوكبة من دعاة حقوق الإنسان الذين يقدرّون الإنسان ويعملون على صون حقوقه جميعا، أعرف أنكم ستستوعبون معاناة إنسان أصبح جزء من ممتلكات شخص آخر ترد عليه جميع حقوق الملكية من استغلال وتصرف واستعمال..... أعرف أنكم ستحسون بمأساة موكلي لأنكم حقوقيون ورجال قانون، لا يمكنكم السماح بانتهاك القانون ولا بهضم حقوق الإنسان .

كثيرا ما سأل سيده عن أهله وعن مكانهم، كان يشنق لحضن أمه الذي حرم منه عنوة، كان سيده يرد بعنف لفظي وجسدي : أنت مملوك لي ولا أهل لك، كانت هذه الأجوبة تزيد من حزن قامر حيث يبكي بكاء شديدا من شدة القهر والحزن ثم يبدأ في تذكر ملامح أمه وجدته المحروم من حضنيهما، كم تمنى أن تكونا الى جانبه في تلك الشدة والقهر، لكن هيهات لا سبيل يمكنهم من الوصول إليه ولا يعرفون له طريقا.

كان قامر يرضع غنم وإبل سيده وجلاده في أن واحد ثم يبيت ليله مع الغنم بعد أن يقوم بحلبها لسيدة وأسرتها، أحيانا يعطونه ما تبقى من طعامهم في قده متسخ إن بقي منه شيئا وإلا فإن عليه أن يبيت على الطوى في ليل قارس برده دون أكل أو شراب يفترش الأرض ويلتحف السماء.

كان سيد قامر فضاغليظا وقاسيا بشهادة الجميع حيث كان يعامله معاملة الدواب فكم من مرة قام بربطه في جملة وجره في الصحراء عقابا له.

سيداتى ساداتى أعضاء لجنة التحكيم

حاول قامر كثيرا أن يهرب من هذا الجحيم الذي لم يعد يطيقه، لكن سيده كان يمسكه في كل مرة ويضاعف له العذاب .

قامر كان يساير الجمال، فقد صرح في محضر الدرك وخلال جميع مراحل التحقيق، أنه ساير جمل سيده بعد ربطه بحبل قرابة عشرين كلمتر على قدميه، بينما كان سيده راكبا الجمل ويوجه له الضرب كلما حاول التوقف.

ومن التعذيب المحزن والمؤسف الذي كان يقوم به سيده تعليقه أحيانا في جذع شجرة ويوقد النار تحت قدميه كما يقوم بكبه بها.

اثنى عشر حولا من ممارسة الاسترقاق والتعذيب لم تنس قامر ملامح أمه وجدته كما ظل دائما يتذكر أنه قادم من مقاطعة دار النعيم في نواكشوط، وظل يحاول الهرب بشتى الطرق بحثا عن الحرية وعن الأهل والأحبة، وأخيرا أستطاع الهرب في أواخر سنة 2015، لكن ما فائدة الهرب بالنسبة لإنسان عاش حياته مع الحيوانات لا يعرف لأهله طريقا ويعتبر كل الناس أعداء له.

هرب موكلي من بو مديد وأتجه الى كرو حيث ألتقى هناك برجل عرض عليه العمل معه كراع مقابل أجر زهيد عشرين ألف أوقية شهريا، وبعد فترة عاد الى العاصمة نواكشوط بحثا عن أسرته وبالخصوص أمه التي كان مشتاقا لحضنها وهو الذي لا يتذكر من الخيوط سوى أن والدته تدعى فاطمة وأنهم كانوا يقطنون في الدار النعيم وحين وصل الى دار النعيم وجدها تغيرت تماما حيث أصبحت مليئة بالبنايات بعد أن كانت صحراء قاحلة، فبدأ رحلة البحث حتى عثر على أحد أقاربه يعرف قصته ويعرف أهله، لكنه للأسف وجد والدته قد توفيت.

« وجع لا ينتهي » الأستاذ/ الحسين بلال أميلك

إنني أتحدث اليوم أمامكم على هذا المنبر وقلبي يعتصر حزنا وألما على ما يحصل انتهاكات صارخة لحقوق الإنسان في بلدي.

وكلي إيمان بقيم الإسلام التي جاءت لتحرير الإنسان وتكريمه، وكذلك المبادئ الدستورية والاتفاقيات الدولية ذات الصلة، وتجسيدها لحرية الإنسان الذي يولد بها ويموت، لكل هذه الأسباب ارتأيت أن أعرض عليكم قضية قامر ولد جدو المعروضة أمام الغرفة الجزئية بمحكمة استئناف كيفية.

السيد الرئيس، أعضاء لجنة التحكيم

قامر جدو من مواليد 1996 في مقاطعة دار النعيم وبالتحديد منطقة امزيليكة من عائلة ضعيفة مستعبدة، شاءت الأقدار ألا يعيش في حضن والديه وأن يتعرض لشتى صنوف الاستعباد والاضطهاد.

قامر أيها السادة سلبت حريته وتغيرت حياته في ذلك اليوم الذي أخذه أحد أسياده مدعيا أنه سيقوم بتدريسه القرآن في محظرتة الموجودة في نواكشوط، وهو في السابعة من عمره، حيث انقطعت أخباره من يومها عن والدته وذويه.

بدأت معاناة قامر حين قام محمد بخطفه والذهاب به الى بو مديد حيث أعطاه لأخيه محمد المختار ولد محمد عبد الله الذي غير اسمه للوهلة الأولى من قامر الى أبيطاط كي لا يتمكن ذوه من العثور عليه في المستقبل، مارس عليه الاستعباد طيلة اثني عشر سنة.

مارس عليه شتى أنواع الاسترقاق دون رحمة ولا شفقة، كان سيده وجلاده يقوم بتعذيبه على أتفه الأسباب كان راعيا وخداما، انتهكت حقوقه كإنسان وطفل بريء حرم طفولته، كان يرى أبناء الحي من أترابه وهم يلعبون ويدرسون، كان قلبه يعتصر ألما حين يرى الأطفال في أحضان والديهم بينما هو محروم من حنان وعطف والديه.

سؤال الهوية عند قامر

كان قامر يسأل نفسه دائما من أنا؟ لماذا لا أكون مثل هؤلاء الأطفال؟ ألسنت إنسانا يستحق العيش والحرية؟

إذا كانت شهادتها مجرد قطرة في محيط مترامي الأطراف، فهي بالنسبة لي ولكم انعكاس لنضالنا العالمي.

إن العبودية، وعدم المساواة في احترام الحقوق الأساسية، والتعصب، والعنصرية، واليأس، والحرب لن تخضع أبدًا لقوة الكلمات، ولا لكلماتي، نعم. وأمراض مالكا سنُنقش إلى الأبد في ذاكرة الإنسانية.

السيد الرئيس، السيدات والسادة أعضاء لجنة التحكيم، زملائي الأعزاء، السيدات والسادة، أشكركم أخويًا.

فمن حولنا، يقدم لنا كوكب الأرض للأسف مشهداً لمجتمع لا أخوي ولا مسالم، يداهمه خطر ترسيخ عدم احترام حقوق الإنسان إلى الأبد.

لكن في مقابل الجلادين يوجد مدافعون عن حقوق الإنسان يناضلون في جميع أنحاء أراضيها، علينا ألا نستسلم قبل أن نتصالح.

فالنور لا ينطفئ في وجه الظلام ما دام هناك مدافعون عن حقوق الإنسان، أنا وأنتم، ونحن معاً.

فبالإرادة والوحدة وسمو الروح والشجاعة من أجل الوجود والعيش والبقاء، سنعمل بقوة أكبر من أجل إنجاز المهمة الكونية والإنسانية التي تجمعنا اليوم.

فلنكن صوت مالكا وغيرها من البشر.

لأننا أيضاً صوتها وهي صوتنا.

فلنكن أولئك الذين يقفون ويحتجون ليقولوا «كفى» و«لا»!

فلنمثل، وحتى آخر نفس، مالكا وجميع النساء.

إن الحروب، والجوع، والهشاشة الاجتماعية والمالية، والبطالة، وعدم المساواة، والتوجه الجنسي، والعزلة، هي التي تجعل الناس يغادرون منازلهم ويهربون منها.

والاعتداءات كثيرة لا تحصى، نعم هذه الاعتداءات على حقوق الإنسان التي لا تتوقف، حتى في سنة 2023!

لقد قمنا أنا ومالكا بإعادة رسم عالم أفضل، فنواصل النضال من أجل حقوق الإنسان في كل شبر من كوكبنا.

دموع مالكا، هذا هو عنوان مرافعتي.

أدعما في طلبها وفي معاناتها من خلال السماح لها بالوصول بشكل خاص إلى مكاتب المحافظة، إلى الطبيب، إلى الطبيب النفسي، إلى النسيج الجمعي في فرنسا، أي إلى ما لم يكن يحق لها.

خلال المقابلات التي أجريناها، أخبرتني مالكا أنها تحظى بالعناية، وأن الأمر بالنسبة لها يتعلق بحقوق الإنسان، وأنها لم تشعر أبداً بأهمية كبيرة في نظر هؤلاء الأشخاص الإنسانيين خلال رحلتها، رحلة المعاناة هذه.

هربت مالكا إلى ليبيا حيث أصبحت خادمة عمل ثم خادمة جنس يتم اغتصابها، لقد شرحت لي مالكا أن اغتصابها كان على يد جلالها.

وبعد ذلك حملت وأنجبت طفلاً.

لقد شرحت لي أنه انعكاس وشاهد اغتصابها، وأن الأمر قد انتهى، وأن حياتها قد دمرت.

استمعت إليها وأخبرتها بعمق أنه بالإضافة إلى كوني محامياً، فأنا الشخص الذي سيهدها إلى الطريق المستنير في آلامها ومعاناتها.

ومن هنا تأتي أهمية حقوق الأقليات، حق اللجوء وحقوق المهاجرين، الحق في المساعدة الإنسانية، حق حماية الفرد، حق حماية الفرد المعرض للتلاعب من قبل بشر سوداويين وشرسين مدفوعين بالكرهية العمياء، لذا فإنني أتأمل بعمق في طبيعة البشرية ذاتها.

إن الدفاع عن حقوق الإنسان لا يعاني من التوقف.

فقط» لأن ما يبدو لنا عاديا بالنسبة لبعض النساء اللاتي يعشن في بلدان أخرى هو «النعيم» بالنسبة للنساء ضحايا أفعال العنف على هذه الأرض.

لقد جنئت هنا لأتحدث عن معاناة المرأة التي هي رمز لمعاناة الإنسانية، جريمتها عند البعض أنها تطمح إلى أن تكون حرة وأن تحترم حقوقها كامرأة وبطبيعة الحال كإنسان مثلنا جميعا.

بالنسبة لنا فإن جميع النساء بل وجميع الرجال يحملون معًا أساس مستقبل أفضل لحقوق الإنسان.

إن هذا الكفاح مستمر وسيستمر دائماً من جيل إلى جيل من خلال قوة الكلمات الراسخة في التاريخ ومن خلال أفعالنا مثل ما نقوم به اليوم، وما أقوم به أنا وزملائي في جميع أنحاء العالم.

لقد قمت باختيارها كرمز – لأن الكل للفرد والواحد للكل – فقط لكي نقرأ قصتها، لكنها ليست الوحيدة.

لقد عبرت مالكا البحر الأبيض المتوسط من تونس إلى إيطاليا.

وهي اليوم موجودة في فرنسا في وضع غير شرعي، وتتولى الخدمات الاجتماعية رعاية رضيعها.

عندما أفتح باب مكتبي وأرى عيون مالكا أرى المعاناة العميقة وأشعر بها تخترقني وتلمس أعماق نفسي.

لقائي بها لم يكن مجرد استشارة قانونية، لقد أمضينا ثلاث ساعات معًا، خلالها تركت قلبي ورفعت عيني لأنظر في عينيها.

أصبحت نظرة مالكا للكون سوداء، غير أنه لا يزال لديها بصيص أمل هو وحده الذي سمح لها تصديقه بالاستمرار، وهو أملها في مستقبل أفضل، مثل أمل جميع النساء اللاتي يعشن في بلدان تحمي حقوق الإنسان.

مالكا هي رمز كل النساء المكلمات اللاتي تتقدمن دونما النظر إلى الوراء.

الاعتداءات على الكرامة والحقوق الأساسية يرتكبها رجال يمارسون العبودية ضد السكان المدنيين الذين يفرون ويغادرون بلدهم الأصلي.

إن معاناتها نسا وروحا تؤكد - في هذه الظروف المأساوية التي تؤرق ضمير الإنسانية - أهمية دعمنا الذي لا يتزعزع للبشر الذين لا يطمحون إلا إلى مستقبل أفضل ينعم بالسلام.

التطلع إلى الحرية، والعيش بسلام، وأن يعيش المرء حياته اليومية دون خوف من التعرض للعبودية الحديثة.

مالكا هي شعار كل النساء اللاتي سلبت حقوقهن.

تطمح مالكا لمستقبل أفضل وأن تعيش في بلد تُحترم فيه حقوقها، لقد أخبرتني بحسرة وكثير من الألم أنها لم تعد تريد رضيعها وأنها عازمة على إعطائه لعائلة أوروبية تتبناه لكي تنسى معاناتها.

دموع مالكا ظلم.

أنتم اليوم الشهود الأبديون على قصة مالكا والظلم الذي تعرضت له والذي يسلط الضوء على عدد الانتهاكات الدائمة لحقوق الإنسان الممارسة ضد المرأة التي تريد «فقط» أن تعيش في سلام وأن تبني حياة تسمح لها بالحصول على حقوقها.

بعد هروبها من ليبيا التقيت بها في تونس حيث كانت تعمل في ورشة فخار لتوفير المال من أجل المغادرة إلى القارة الأوروبية.

تعكس رحلتها أمراضها الداخلية وأمراض العنف الذي تعرضت له خلال رحلتها.

عبرت مالكا الحدود بكفاح وشجاعة رغم الصعوبات بما في ذلك الأضرار التي لحقت بجسدها.

لقد أوضحت لي مالكا أنه لم يكن ولم يعد أمامها خيار، وأن لم يبق أمامها سوى الاستمرار، على أمل أن تعالج جراحها بعد حصولها على «أوراقها»، معولة على المظهر الإنساني لمعاناتها، ورضيعها الذي حملته نتيجة جريمة اغتصاب تعرضت لها من قبل عدة رجال في ليبيا.

تقول إنها تعرضت للتعذيب، وكان جسدها موشوماً بالمعاناة بسبب الأعمال القاسية وعنف الرجال المتكرر، وتؤكد بمرارة «كنت على استعداد لممارسة الدعارة بنفسني لكسب المال الذي يطلبه المهرب».

تم وشم مالكا بالحديد من قبل جلادها، وهذا هو الحال بالنسبة للعديد من النساء حسب قولها.

من كلماتها الأولى فهمت: أن تكون إنساناً وأن تبقى كذلك، هذا هو الصراع الذي طلبت مني الدفاع عنه.

أليس هذا هو نص وروح هدفنا المشترك على هذا الكوكب؟

التمتع بحقوق عالمية، وأن تحمي الدول حرياتنا الفردية؟

« دموع مالكا ظلم » نادية فلحول

أنا مواطنة العالم الطامحة إلى الأمل والسلام، جئت لأروي لكم قصة شجاعة هذه المرأة التي لم يُسمع صوتها بما فيه الكفاية،

مالكا،

ولكن كيف يمكننا أن ندافع عن قضية واحدة من قضايا انتهاك حقوق الإنسان في هذا المحيط من اللاإنسانية؟

وكما قالت جيزيل حلومي:

«الكفاح واجب، ومد يد العون للنساء الأخريات مسؤولية، وإقناع الرجال بعدالة القضية ضرورة».

السيد الرئيس، السيدات والسادة أعضاء لجنة التحكيم، زملائي الأعزاء، السيدات والسادة،

إن مرافعتي تحمل الطابع الأبدي لقصة مالكا.

أحدثك عن نفسي، وكأنك لا تعرفين كل الحقيقة التي تفوح من معاناتي، قصتي تمزقني، لم أعد أحسب جروحي كشهادات كثيرة على محنتي، وعلى انزعاجي، وعلى روحي التي يتدفق منها الشر الكامن في داخلي.

تلکم هي السطور الأولى التي حدثتني بها مالكا بعمق وعن رضيعها المولود نتيجة الاغتصاب أيام فرت من نيجيريا إلى ليبيا بحثا عن قارب من قوارب تهريب البشر إلى أوروبا.

ملخص

« دموع مالكا »

8.....نادية فلفل

« وجع لا ينتهي »

16.....الأستاذ/ الحسين بلال أميلك

« اليابان توقف! »

20.....ليجا ابراهيم جاراندي

« بآبار »

24.....مريم قلو ز

« عبدول، النكتة المظلمة على البشرة الفاتحة »

26.....ماهونان رودريج دافكان

« أين حقي في الحياة ؟ أين حقي في الدفاع ؟ أين حقي في
العدالة ؟ »

30.....لخضاري ش—————هرزاد

« كيريل، أسير حرب مدى الحياة »

34.....كليمنس كوتينو

« لآجنون منسيون »

40.....رحماني رزاق

تظاهرة تنظمها الهيئة الوطنية للمحامين بالتعاون مع المعهد الدولي للسلام و حقوق الإنسان تحت الرعاية السامية لوزارة العدل ومساندة سفارة فرنسا بموريتانيا.

المسابقة الدولية للمرافعات في مجال حقوق الإنسان موريتانيا

الخميس 21 ديسمبر 2023
قصر العدالة بنواكشوط

التعليقات الواردة في هذا المؤلف هي نتيجة تعبير المحامين المتنافسين ولا يمكن اعتبارها انعكاسا لأراء المنظمين أو الشركاء في مسابقة المرافعات الدولية لحقوق الإنسان في موريتانيا، لذلك لا يتحملون مسؤوليتها.

تفرغ زينة، Z 0023

ص.ب : 3304 - انواكشوط - موريتانيا

الهاتف: 45256685 - الفاكس: 45255356

البريد الإلكتروني : contact.creacom1@gmail.com

الموقع الإلكتروني: www.creamauritanie.net



مسابقة المحكمة الصورية الدولية لحقوق الإنسان في موريتانيا

Concours international de plaidoiries pour les droits de l'Homme de Mauritanie



الخميس 21 ديسمبر 2023
نواكشوط

Judi 21 décembre 2023
Palais de Justice, Nouakchott